

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Réception des soumissions - TPSGC / Bid  
Receiving - PWGSC  
1550, Avenue d'Estimauville  
1550, D'Estimauville Avenue  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

## INVITATION TO TENDER APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services  
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

### Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

### Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
TPSGC-PWGSC  
601-1550, Avenue d'Estimauville  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> Dragage Iles-de-la-Madeleine	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> F3731-130168/A	<b>Date</b> 2014-02-19
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> F3731-13-0168	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$QCM-008-15840
<b>File No. - N° de dossier</b> QCM-3-36242 (008)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-03-07</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Heure Normale du l'Est HNE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Rochette, Jean	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcm008
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418) 649-2834 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418) 648-2209
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> PÊCHES ET OCÉANS CANADA Dragage d'entretien Ports pour petits bateaux Divers havres de pêche commerciale Iles de la Madelein Québec Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> Voir doc.	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation

F3731-130168/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcm008

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F3731-13-0168

QCM-3-36242

---

## INVITATION À SOUMISSIONNER

**Titre : DRAGAGE D'ENTRETIEN ÎLES DE LA MADELEINE 2014 - 2016**

### AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

**Le gouvernement du Canada a transféré son Service électronique d'appels d'offres du gouvernement de MERX à Achatsetventes.gc.ca/appels-d-offres.**

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2013, le Canada diffuse les avis de projet de marché (APM), les demandes de soumissions et les documents connexes, aux fins de téléchargement, par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) à Achatsetventes.gc.ca/appels-d-offres.

Le Canada n'est pas responsable de l'information figurant sur les sites Web de tiers, et n'assumera aucune responsabilité, quelle qu'elle soit, à cet égard.

Le Canada n'enverra aucun avis si un APM, une demande de soumissions ou des documents connexes sont modifiés. Le Canada affichera toutes les modifications au moyen du SEAOG. Il appartient entièrement au soumissionnaire de consulter de façon régulière le SEAOG pour obtenir l'information la plus à jour.

Le Canada ne sera pas responsable et n'assumera aucune responsabilité quant au manquement de la part du soumissionnaire à consulter les mises-à-jour sur le SEAOG, ni de l'utilisation des services d'avis offerts par un tiers.

**LES CLAUSES CITÉES EN RÉFÉRENCE PAR UN NUMÉRO DANS CE DOCUMENT (EX; R2710T) SONT DISPONIBLES SUR LE SITE WEB SUIVANT DE TPSGC:**

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

### DRAGUES ET AUTRES OUTILLAGES FLOTTANTS

Une condition obligatoire que doivent rencontrer les soumissions présentées dans le cadre des projets de dragage du gouvernement fédéral est dicté d'une part dans la Clause d'outillage flottant et d'autre part par l'article IG07 "Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant". Le Canada est lié par ces dites obligations.

### CONDITIONS D'ASSURANCE

Les conditions d'assurance ont été modifiées. Consulter les conditions supplémentaires.

### ANNULATION DE LA CLAUSE R2940D ET MODIFICATION DE L'ARTICLE CG3.8 DE LA CLAUSE R2830D

Suite à l'abrogation de la *Loi sur les justes salaires et les heures de travail*, la clause R2940D est rendue non applicable pour les contrats émis après le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Pour les contrats émis avant cette date la loi reste applicable. Par conséquent l'article 3.8 de la clause R2830D est modifié tel qu'indiqué à la condition supplémentaire CS05

## TABLE DES MATIÈRES

### INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Code de conduite et attestations, documentation connexe
IP02	Documents de soumission
IP03	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP04	Visite des lieux
IP05	Révision des soumissions
IP06	Résultats de l'appel d'offres
IP07	Fonds insuffisants
IP08	Période de validité des soumissions
IP09	Documents de construction
IP10	Exigences relatives à la sécurité
IP11	Envoi de la soumission par télécopieur ou courriel
IP12	Exigences obligatoires de la soumission
IP13	Sites Web

### R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX SOUMISSIONNAIRES (IG) (2013-06-27)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site Web

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IG01	Code de conduite et attestations - soumission
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxes applicables
IG05	Frais d'immobilisation
IG06	Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
IG07	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG08	Exigences relatives à la garantie de soumission
IG09	Livraison des soumissions
IG10	Révision des soumissions
IG11	Rejet de la soumission
IG12	Coûts relatifs aux soumissions
IG13	Numéro d'entreprise – approvisionnement
IG14	Respect des lois applicables
IG15	Approbation des matériaux de remplacement
IG16	Évaluation du rendement
IG17	Conflit d'intérêts / Avantage indus.

### CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01	Condition d'assurance
CS02	Option de prolongation de contrat (option sans fonds)
CS03	Main-d'œuvre

### DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

### FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01	Identification du projet
SA02	Nom commercial et adresse du soumissionnaire
SA03	Offre
SA04	Période de validité des soumissions
SA05	Acceptation et contrat
SA06	Durée des travaux
SA07	Garantie de soumission
SA08	Signature

### APPENDICES

Appendice 1	Formulaire de prix combinés
Appendice 2	Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire
Appendice 3	Description des équipements flottants

Appendice 4	Description du système de positionnement
Annexe 1	Demande de certificat de qualification des outillages flottants

## **INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)**

### **IP01 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - DOCUMENTATION CONNEXE**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions générales aux soumissionnaires R2710T (2013-06-27). La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

### **IP02 DOCUMENTS DE SOUMISSION**

Les documents suivants constituent les documents de soumission:

1.
  - a. Appel d'offres - Page 1;
  - b. Instructions particulières aux soumissionnaires;
  - c. Instructions générales aux soumissionnaires R2710T (2013-06-27)
  - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
  - e. Dessins et devis;
  - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
  - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les « Instructions générales aux soumissionnaires » sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

### **IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES**

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à [jean.rochette@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:jean.rochette@tpsgc-pwgsc.gc.ca), l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l'invitation. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

### **IP04 VISITE DES LIEUX**

Sans objet

### **IP05 RÉVISION DES SOUMISSIONS**

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (418) 648-2209.

## **IP06 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

1. Un dépouillement public des soumissions aura lieu au bureau désigné sur la page frontispice «Appel d'offres» pour la réception des soumissions, peu de temps après l'heure indiquée pour la clôture des soumissions.
2. Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut demander les résultats de l'appel d'offres en téléphonant au numéro de téléphone (418) 649-2888.

## **IP07 FONDS INSUFFISANTS**

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; et/ou
- c. négocier une réduction maximale de 15% du prix offert et/ou de la portée des travaux avec le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse. Si le Canada n'arrive pas à une entente satisfaisante, il exercera l'option a) ou b).

## **IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS**

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP08 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP08 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
  - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

## **IP09 DOCUMENTS DE CONSTRUCTION**

Sans objet

## **IP10 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

Sans objet

## **IP11 ENVOI DE LA SOUMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR OU COURRIEL**

Les soumissions envoyées par télécopieur ou par courriel ne sont pas acceptées.

## IP12 EXIGENCES OBLIGATOIRES DE LA SOUMISSION

Une soumission doit respecter toutes les exigences obligatoires de l'appel d'offres pour être déclarée recevable, y compris celles contenues dans d'autres rubriques du présent appel d'offres, incluant les instructions, conditions et clauses intégrées par renvoi dans l'appel d'offres.

Si le Canada demande au soumissionnaire de fournir des informations ou documents dans un délai précis établi dans cet article ou dans une demande écrite faite au soumissionnaire, le défaut de fournir ces documents ou informations dans le délai prescrit aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.

La soumission conforme la moins-disante sera recommandée pour l'octroi d'un contrat.

<b><i>Exigences obligatoires à la fermeture des soumissions Documents obligatoires devant accompagner la soumission</i></b>	
<b><i>Tout document énuméré ci-dessous, relatif aux critères 1.1 à 1.5, qui sera manquant à la fermeture des soumissions aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.</i></b>	
	<b><i>Référence</i></b>
<b>1.1</b> Le soumissionnaire doit remplir le <u>Formulaire des prix combinés</u> .	Appendice 1 du présent document d'appel d'offres
<b>1.2</b> La garantie de soumission conformément à l'IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION des Instructions générales aux soumissionnaires (R2710T).	<ul style="list-style-type: none"><li>• Clause IG08 des Instructions générales aux soumissionnaires R2710T</li><li>• Clauses SA04 et SA07 du Formulaire de soumission et d'acceptation</li><li>• Voir le formulaire de cautionnement au lien suivant: <a href="http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/504-fra.html">http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/504-fra.html</a></li></ul>
<b>1.3</b> Exigences sur l'équipement en vertu de l'article IG06, Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant, des Instructions générales aux soumissionnaires no R2710T:	
<b>1.3.1</b> Présenter une soumission sur la base que <b>la(les) drague(s) et autres outillages (équipements) flottants qui seront utilisés pour l'exécution des travaux sont immatriculés au Canada.</b>  Le soumissionnaire <b>doit</b> identifier <b>la(les) drague(s) et autres outillages (équipements) flottants (chalands, remorqueurs et équipements de soutien)</b> , qui seront utilisés durant toute la durée du contrat en complétant l' <b>Appendice 3</b> et fournir cet appendice avec sa soumission.  Au besoin, le soumissionnaire devra démontrer, dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la demande écrite du Canada, que la ou les drague(s) ou les équipements sont immatriculés au Canada.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Clause IG06 des Instructions générales aux soumissionnaires R2710T</li><li>• Appendice 3 du présent appel d'offres</li></ul>



<p><b>1.3.2 Joindre à sa soumission une copie du <u>certificat de qualification émis par Industrie Canada si la(les) drague(s) ou autre(s) outillage(s) flottant(s) qui sera (seront) utilisé(s) pour l'exécution des travaux N'EST PAS (NE SONT PAS) DE FABRICATION CANADIENNE.</u></b></p> <p>Si, au moment de la fermeture des soumissions, ce certificat n'est pas joint à la soumission pour l'un ou l'autre des dragues ou équipements de fabrication étrangère indiqués à l'Appendice 3, ceci aura pour effet de rendre la soumission <u>irrecevable</u>.</p> <p>Voir l'Annexe 1 pour un modèle de demande de certificat à Industrie Canada.</p> <p>Si l'équipement est canadien, aucun document ne doit être fourni pour ce critère.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clause IG06 des Instructions générales aux soumissionnaires R2710T</li> <li>• Annexe 1 du présent appel d'offres</li> </ul>
<p><b>1.4 Caractéristiques obligatoires des équipements</b></p> <p>Le soumissionnaire doit noter que les travaux doivent être effectués avec les équipements énumérés à l'article 2.1 de la section 35 20 23 du devis.</p> <p>Afin de savoir si le soumissionnaire soumissionne avec ce qui est exigé, celui-ci doit fournir la description des équipements flottants qui seront utilisés pour effectuer l'ensemble des travaux. Inscrire les renseignements concernant la ou les dragues et les chalands utilisés à l'<b>Appendice 3</b>.</p> <p>Le défaut d'identifier la(les) drague(s) et les chalands ou de joindre à sa soumission l'Appendice 3 aura pour effet de rendre la soumission <u>irrecevable</u>.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Article 2.1 de la section 35 20 23 du devis</li> <li>• Appendice 3 du présent appel d'offres</li> </ul>
<p><b>1.5 Système de positionnement</b></p> <p>Le soumissionnaire doit décrire le système de positionnement qu'il entend utiliser pour réaliser les travaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appendice 4 du présent appel d'offres</li> </ul>

## IP13 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appl>

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Services de sécurité industrielle <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)  
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html#f229>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

## **CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)**

### **CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE**

#### **CS01.1 Exigences en matière d'assurances**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à la CS01 - Conditions d'assurance. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

#### **CS01.2 Responsabilité en matière maritime**

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur à 10 000 000,00 \$. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province, ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Transport Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
  - c) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

#### **CS01.3 Responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette

nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

## **CS02 OPTION DE PROLONGATION DU CONTRAT (Option sans fonds)**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires d'une année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins quinze (15) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

### **CS03 MAIN D'OEUVRE**

**L'article CG3.8 de la clause R2830D est modifié comme suit;**

1. Le titre a été modifié de « Main-d'œuvre et justes salaires » à « Main-d'œuvre ».
2. Annuler le paragraphe 1.
3. Renuméroter les paragraphes subséquents en conséquence.

## DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
  - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
  - c. Dessins et devis;
  - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales	R2810D	(2013-04-25);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2010-01-11);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2013-04-25);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2880D	(2012-07-16);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2012-07-16);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1		R2950D	(2007-05-25);
Conditions supplémentaires			
  - e. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
  - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

## FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

### SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

**Dragage d'entretien de divers havres de pêche aux îles de la Madeleine, QC**

Appel d'offres no : F3731-130168/A

### SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur: \_\_\_\_\_ NEA \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ DANS L'APPENDICE 1.**

### SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de soixante (60) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

### SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est formé entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés aux Documents du contrat.

### SA06 DURÉE DES TRAVAUX

Le contrat comprend les saisons de dragage 2014, 2015 et 2016. L'entrepreneur doit débiter le travaux le 15 mars pour chacune des saisons de dragage. Dans le cas où les havres seraient encore glacés à cette période, le dragage débutera dès la reprise de la navigation locale. L'Entrepreneur devra compléter les travaux avant le 14 mars de l'année suivante.

### SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T - Instructions générales aux soumissionnaires.

### SA08 SIGNATURE

\_\_\_\_\_  
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

### TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections du devis en référence.
- b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.
- c) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus au Tableau des prix unitaires.
- d) Tous les postes du tableau dont l'unité de mesure indique "lot" et dont la quantité estimative indique "1" sont des postes forfaitaires et sont sujets aux modalités applicables à une entente à forfait dans les conditions générales. Ces postes ne doivent pas être considérés comme étant des articles à prix unitaire.

### 1. TRAVAUX DE BASE

Article	Référence au devis	Catégorie de main-d'œuvre, outillage ou matériaux	Unité de mesure	Quantité Estimative (QE)	Prix unitaire (PU) Excluant la TPS et la TVQ	Prix calculé (QE x PU) Excluant la TPS et la TVQ
<b>TRAVAUX DE DRAGAGE DE BASE 2014</b>						
14.1A	35 20 23	Mobilisation A	lot	1	_____ \$	_____ \$
14.1B	35 20 23	Mobilisation B	kilomètre	250	_____ \$	_____ \$
14.2A	35 20 23	Dragage mécanique	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
14.2B	35 20 23	Dragage par pompage	m <sup>3</sup> mp	18 500	_____ \$	_____ \$
14.3A	35 20 23	Évacuation (immersion en mer)	m <sup>3</sup> mp-km	47 550	_____ \$	_____ \$
14.3B	35 20 23	Évacuation (rejet terrestre)	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
14.4	35 20 23	Enlèvement des débris ou encombrements	Heure	10	_____ \$	_____ \$
<b>TRAVAUX DE DRAGAGE DE BASE 2015</b>						
15.1A	35 20 23	Mobilisation A	lot	1	_____ \$	_____ \$
15.1B	35 20 23	Mobilisation B	kilomètre	225	_____ \$	_____ \$
15.2A	35 20 23	Dragage mécanique	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
15.2B	35 20 23	Dragage par pompage	m <sup>3</sup> mp	18 500	_____ \$	_____ \$



15.3A	35 20 23	Évacuation (immersion en mer)	m <sup>3</sup> mp-km	47 550	_____ \$	_____ \$
15.3B	35 20 23	Évacuation (rejet terrestre)	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
15.4	35 20 23	Enlèvement des débris ou encombrements	Heure	10	_____ \$	_____ \$

TRAVAUX DE DRAGAGE DE BASE 2016						
16.1A	35 20 23	Mobilisation A	lot	1	_____ \$	_____ \$
16.1B	35 20 23	Mobilisation B	kilomètre	225	_____ \$	_____ \$
16.2A	35 20 23	Dragage mécanique	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
16.2B	35 20 23	Dragage par pompage	m <sup>3</sup> mp	18 500	_____ \$	_____ \$
16.3A	35 20 23	Évacuation (immersion en mer)	m <sup>3</sup> mp-km	47 550	_____ \$	_____ \$
16.3B	35 20 23	Évacuation (rejet terrestre)	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
16.4	35 20 23	Enlèvement des débris ou encombrements	Heure	10	_____ \$	_____ \$
<b>TOTAL DES PRIX CALCULÉS POUR LES TRAVAUX DE BASE (TPC)</b> Excluant la TPS et la TVQ						_____ \$

## 2. TRAVAUX EN OPTION (SANS FONDS)

Article	Référence au devis	Catégorie de main-d'œuvre, outillage ou matériaux	Unité de mesure	Quantité Estimative (QE)	Prix unitaire (PU) Excluant la TPS et la TVQ	Prix calculé (QE x PU) Excluant la TPS et la TVQ
TRAVAUX OPTIONNELS 2017						
17.1A	35 20 23	Mobilisation A	lot	1	_____ \$	_____ \$
17.1B	35 20 23	Mobilisation B	kilomètre	225	_____ \$	_____ \$
14.2A	35 20 23	Dragage mécanique	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
17.2B	35 20 23	Dragage par pompage	m <sup>3</sup> mp	18 500	_____ \$	_____ \$
17.3A	35 20 23	Évacuation (immersion en mer)	m <sup>3</sup> mp-km	47 550	_____ \$	_____ \$
17.3B	35 20 23	Évacuation (rejet terrestre)	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
17.4	35 20 23	Enlèvement des débris ou encombrements	Heure	10	_____ \$	_____ \$

TRAVAUX OPTIONNELS 2018						
18.1A	35 20 23	Mobilisation A	lot	1	_____ \$	_____ \$
18.1B	35 20 23	Mobilisation B	kilomètre	225	_____ \$	_____ \$
18.2A	35 20 23	Dragage mécanique	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
18.2B	35 20 23	Dragage par pompage	m <sup>3</sup> mp	18 500	_____ \$	_____ \$
18.3A	35 20 23	Évacuation (immersion en mer)	m <sup>3</sup> mp-km	47 550	_____ \$	_____ \$
18.3B	35 20 23	Évacuation (rejet terrestre)	m <sup>3</sup> mp	20 000	_____ \$	_____ \$
18.4	35 20 23	Enlèvement des débris ou encombrements	Heure	10	_____ \$	_____ \$
<b>TOTAL DES PRIX CALCULÉS POUR LES TRAVAUX OPTIONNELS (TPO)</b> Excluant la TPS et la TVQ						_____ \$

<b>MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (TPC +TPO)</b> Excluant la TPS et la TVQ	_____ \$
---	----------

## APPENDICE 2 - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE

**AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES**  
**INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE**

[illegible]

## APPENDICE 3 - DESCRIPTION DES ÉQUIPEMENTS FLOTTANTS

### Dragues et autres équipements flottants

Le soumissionnaire déclare, en complétant les tableaux suivants, avoir à sa disposition l'équipement décrit pour l'exécution du projet et être en mesure de réaliser le taux de production unitaire indiqué, en tenant compte des exigences relatives aux matériaux et conditions spécifiés au devis. Le soumissionnaire comprend que l'octroi d'un contrat par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne confirme pas son acceptation du dit taux de production, mais plutôt que les équipements sont conformes aux qualifications de l'outillage flottant (*floating plant clause*).

#### DRAGUE(S)

	<i>Drague principale</i>	<i>Drague additionnelle (si applicable)</i>
<i>Nom de drague</i>		
<i>No de matricule (Certificat d'immatriculation)</i>		
<i>Type de drague</i>		
<i>Si drague à succion autoporteuse à élinde traînantes: Capacité de la cale (m<sup>3</sup>)</i>		
<i>Tirant d'eau (m)</i>		
<i>Profondeur de coupe (m)</i>		
<i>Taux de production (m<sup>3</sup>/h)</i>		
<i>Lieu de fabrication *</i>		

Appendice 3 (suite)

**CHALAND(S) / BARGE(S) AUTO-PROPULSÉE(S)**

Nom	Numéro de certificat	Capacité (m <sup>3</sup> )	Tirant d'eau (m)	Lieu de fabrication *

**REMORQUEUR(S)**

Nom	Numéro de certificat	Puissance (HP)	Tirant d'eau (m)	Lieu de fabrication *

**ÉQUIPEMENTS DE SOUTIEN ET AUTRES ÉQUIPEMENTS FLOTTANTS**

Nom	Numéro de certificat	Utilisation	Tirant d'eau (m)	Lieu de fabrication *

\* Si le lieu n'est pas au Canada, fournir un certificat d'Industrie Canada

## Appendice 3 (suite)

### CERTIFICAT DE QUALIFICATION

Tous les équipements flottants dont on se sert dans l'exécution de ce projet de dragage **doivent être immatriculés et fabriqués au Canada**. Le soumissionnaire qui veut fournir l'équipement flottant de fabrication non-canadienne doit se procurer un certificat de qualification au ministère fédéral d'Industrie Canada avant de présenter sa soumission et joindre **une copie conforme du certificat à sa soumission**. Il doit adresser sa demande de certificat à :

Directeur Défense et Marine  
Direction générale de l'aérospatiale, de la défense et de la marine  
INDUSTRIE CANADA  
Édifice C.D. Howe – pièce 733C  
235, rue Queen  
Ottawa, Ontario  
K1A 0H5

Attention:  
M. Émile Rochon  
Téléphone : (613) 954-3468  
Télécopieur : (613) 998-6703  
Courriel: rochon.emile@ic.gc.ca

Le Directeur doit avoir reçu la demande au moins quatorze (14) jours avant la date limite de réception des soumissions. Les équipements flottants évalués et acceptés par Industrie Canada peuvent être autorisés à exécuter un projet de dragage. Les demandes de certificat de qualification peuvent être présentées selon la manière donnée à l'Annexe 1 ci-après.

## APPENDICE 4 - DESCRIPTION DU SYSTÈME DE POSITIONNEMENT

Décrire le système de positionnement qui sera utilisé pour réaliser les travaux. Spécifier la marque, le modèle, la précision, etc.)

---

---

---

---

---

---

---

---

## **ANNEXE 1 - DEMANDE DE CERTIFICAT DE QUALIFICATION DES ÉQUIPEMENTS FLOTTANTS**

Le soumissionnaire remplira une feuille distincte pour chaque équipement flottant.

1. Nom et adresse du propriétaire
2. Nom et adresse de l'opérateur
3. Nom de l'unité
4. Numéro du certificat d'immatriculation au Canada
5. Type d'unité (dragage, remorqueur, chaland, etc.)
6. Immatriculé au Canada depuis :
7. Date de construction :
8. Nom du chantier naval :
9. Travaux effectués sur l'unité au Canada. Pour chaque série importante de travaux, indiquer :
  - Date
  - Chantier naval
  - Type de travaux
  - Coût
  - Pays d'origine de l'équipement installé
10. Si l'unité a changé de propriétaire, indiquer sur une page distincte le nom et l'adresse actuelle du ou des propriétaire(s) précédent(s) pour chaque travail mentionné au point 9.

---

Signature

---

Date



**DIVERS SITES AUX ILES-DE-LA-MADELEINE**  
 Circonscription : Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

**Dragage d'entretien par équipement flottant (2014-2019)**

---

<b><u>DIVISIONS</u></b>	<b><u>SECTIONS</u></b>	<b><u>NOMBRE DE PAGES</u></b>
<b><u>DIVISION 01</u></b>	<b>Exigences générales</b>	
	01 11 11 Description sommaire des travaux	3
	01 33 00 Documents à soumettre	2
	01 35 30(D) Santé et sécurité – Dragage	7
	01 35 43 Protection de l'environnement	4
	01 52 00 Installations de chantier	1
	01 74 21 Gestion et élimination des déchets de construction/démolition	3
<b><u>DIVISION 35</u></b>	<b>Voies d'eau et ouvrages maritimes</b>	
	35 20 23 Dragage	19
<b><u>ANNEXES</u></b>		
Annexe 1	Données spécifiques aux sites	4
Annexe 2	Distances maximales entre les sites	1
Annexe 3	Évacuation m <sup>3</sup> mp-km	1
Annexe 4	Tableau des périodes de dragage et restrictions environnementales	1
Annexe 5	Exemple de permis d'immersion émis par Environnement Canada	5
Annexe 6	Exemple de registre des opérations d'immersion en mer	1
Annexe 7	Exemple d'un fichier numérique ASCII contenant la bathymétrie (x, y, z)	1
Annexe 8	Exemple de fiche de suivi environnemental	2

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 CONTENU DE LA SECTION**

- .1 Travaux visés par les documents contractuels.
- .2 Utilisation des lieux par l'Entrepreneur.

### **1.2 PRIORITÉ**

- .1 Les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

### **1.3 SECTIONS CONNEXES**

- .1 Section 35 20 23 – Dragage

### **1.4 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS**

- .1 Le travail consiste à draguer différents havres de pêche aux Îles-de-la-Madeleine. Le volume à draguer annuellement est d'environ 20 000 m<sup>3</sup> mesurés en place. Le dragage pourrait être réalisé par équipement mécanique (Pelle avec benne preneuse) avec chaland à fond ouvert ou par pompage. L'Entrepreneur pourrait être appelé à réaliser les travaux selon l'une ou l'autre, ou par combinaison des deux méthodes cités plus haut.  
  
À titre indicatif, les matériaux à draguer sont principalement constitués de sable aux différents sites avec possibilité de gravier au site de l'Ile d'Entrée.
- .2 Le Ministère souhaite octroyer un contrat pour trois années fermes plus deux années d'option.
- .3 Les déblais de dragage devront être disposés aux différents sites d'immersion prévus à cette fin et selon les indications données sur les gabarits de dragage (voir Annexe 1) et permis d'immersion (voir Annexe 5) ou selon les indications du Ministère dans le cas d'une disposition terrestre avec revalorisation des matériaux de dragage.
- .4 L'Entrepreneur devra réaliser les travaux selon les dates inscrites aux documents contractuels.
- .5 L'équipement de l'Entrepreneur doit être rendu au premier site de dragage et prêt à débiter les travaux le 15 mars pour chacune des années d'exercice du présent contrat. Dans le cas où les havres seraient encore glacés à cette période, le dragage débutera dès la reprise de la

navigation locale. L'Entrepreneur devra compléter les travaux avant le 14 mars de l'année suivante.

- .6 L'Entrepreneur doit prendre en considération qu'un accès sécuritaire aux havres de pêche devra être complété à chacun des sites avant le premier samedi du mois de mai de l'année en cours, lequel correspond à la date potentielle d'ouverture de la pêche au homard. Cette date est approximative et pourrait être revue en fonction des impératifs reliés au début de la pêche au homard aux Îles-de-la-Madeleine.
- .7 L'Entrepreneur devra prévoir le matériel, les équipements et le personnel requis afin de réaliser les travaux selon les attentes spécifiées. Notamment, pour la période précédant l'ouverture de la saison de pêche au homard, prévoir la possibilité de devoir fournir les équipes de travail requises afin de maintenir une production quotidienne continue (voir les articles 3.6 et 3.7 de la section 35-20-23).

## **1.5 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR**

- .1 L'Entrepreneur peut utiliser le lieu de travail jusqu'à l'achèvement des travaux.
- .2 L'utilisation des lieux par l'Entrepreneur est restreinte aux zones nécessaires à l'exécution des travaux et d'accès afin de permettre :
  - .1 l'utilisation des lieux par le Ministère;
  - .2 l'utilisation des lieux par le public;
  - .3 l'utilisation des lieux par les navigateurs.
- .3 Coordonner l'utilisation des lieux selon les directives du Représentant du ministère.
- .4 L'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures de sécurité et les précautions nécessaires pour protéger les personnes, la propriété et les structures contre tout accident ou dommage qui pourrait survenir durant l'exécution des travaux.
- .5 L'Entrepreneur devra effectuer les travaux de manière à ne pas nuire aux opérations normales et à ne pas compromettre la sécurité des usagers.
- .6 L'Entrepreneur devra tout mettre en œuvre pour rendre sécuritaires tous les types de rencontre qui surviendront avec les navires. Il devra entre autres communiquer adéquatement en tout temps avec les régulateurs du Trafic maritime (SCTM).
- .7 Exécuter tous les travaux nécessaires pour assurer la continuation des services existants et pour permettre l'accès de la propriété aux personnes et aux véhicules autorisés.

**1.6 AJOUTS ET SUPPRESSIONS DE SITE**

.1 Ajouts

Le Ministère se réserve le droit d'inscrire des sites de dragage additionnels pour un dragage supplémentaire aux Iles-de-la-Madeleine.

.2 Suppressions

Le Ministère peut supprimer n'importe quel site et l'Entrepreneur n'aura droit à aucun paiement pour tout poste relié à ce site à condition que le Représentant du ministère avise l'Entrepreneur par écrit avant que celui-ci n'entreprenne la mobilisation pour cet emplacement.

**Partie 2 Produits**

**2.1 SANS OBJET**

.1 Sans objet.

**Partie 3 Exécution**

**3.1 SANS OBJET**

.1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 RÉFÉRENCES**

- .1 Pêches et Océans Canada
  - .1 Clauses et conditions générales (voir document de soumission).

### **1.2 CONSIDÉRATIONS DE NATURE ADMINISTRATIVE**

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents requis au Représentant du ministère aux fins d'approbation. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que la vérification de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminée.
- .3 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques.
- .4 Examiner les documents avant de les remettre au Représentant du ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .5 Aviser par écrit le Représentant du ministère au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.
- .6 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .7 Le fait que les documents soumis soient examinés par le Représentant du ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.

- .8 Le fait que les documents soumis soient examinés par le Représentant du ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces conformes aux exigences des documents contractuels.
- .9 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.
- .10 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants :
  - .1 la date;
  - .2 la désignation et le numéro du projet;
  - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
  - .4 la désignation de chaque document ainsi que le nombre soumis;
  - .5 toute autre donnée pertinente.
- .11 Le Ministère fournira à l'Entrepreneur des copies des permis d'immersions accordés pour chacun des sites où de l'immersion est nécessaire. L'Entrepreneur devra afficher ces permis sur les équipements utilisés à cette fin.
- .12 L'Entrepreneur devra compléter un registre d'immersion pour chacun des sites où l'immersion des matériaux est autorisée. L'Entrepreneur devra remettre les copies originales des registres d'immersion dès que les travaux auront pris fin.

### **1.3 CERTIFICATS ET PROCÈS-VERBAUX**

- .1 Soumettre au Représentant du ministère les documents exigés par l'organisme ayant juridiction pour la protection des travailleurs en cas d'accident de travail immédiatement après l'attribution du contrat.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

## **Partie 3 Exécution**

### **3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 CONTENU DE LA SECTION**

- .1 L'Entrepreneur doit gérer ses activités de sorte que la santé et la sécurité du public et du personnel de chantier/lieu de travail ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions reliées aux coûts et au calendrier des travaux.

### **1.2 RÉFÉRENCES**

- .1 Selon le contexte, la dernière version disponible des documents suivants doit toujours être utilisée :
  - .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
  - .2 Association canadienne de normalisation (CSA).
  - .3 Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q. Chapitre S-2.1 [2002].
  - .4 Code de sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6 [2001].
  - .5 Tout autre loi ou règlement en matière de santé et de sécurité qui serait applicable en vertu du statut de l'entreprise ou du contexte d'exécution des travaux.

### **1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE**

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00.
- .2 Transmettre au Représentant du ministère le programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail de construction, tel que décrit à l'article 1.8 – Gestion de la santé et de la sécurité, au moins 10 jours avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit par la suite mettre à jour son programme de prévention si le cours des travaux diffère de ses prévisions initiales. Le Représentant du ministère peut, suivant la réception du programme et à tout moment durant les travaux, exiger que le programme soit modifié ou complété pour mieux refléter la réalité du chantier/lieu de travail. L'Entrepreneur doit alors apporter les corrections requises avant le début des travaux.
- .3 Transmettre au Représentant du ministère la grille d'inspection du chantier/lieu de travail dûment complétée à la fréquence indiquée à l'article 1.12 – Inspection des lieux de travail et correction des situations dangereuses.
- .4 Transmettre au Représentant du ministère, dans les 24 heures, une copie de tout rapport d'inspection, avis de corrections, ou recommandations émis par les inspecteurs fédéraux ou provinciaux.

- .5 Transmettre au Représentant du ministère, dans les 24 heures, un rapport d'enquête pour tout accident entraînant une blessure et sur tout incident qui met en lumière un potentiel de risque.
- .6 Transmettre au Représentant du ministère toutes les fiches signalétiques des produits contrôlés utilisés au chantier/lieu de travail, et ce, au moins trois (3) jours avant leur utilisation sur le chantier/lieu de travail.
- .7 Transmettre au Représentant du ministère les copies des certificats de formation qui sont requis pour l'application du programme de prévention, notamment :
  - .1 Secourisme en milieu de travail et réanimation cardiorespiratoire;
  - .2 Travaux en espaces clos;
  - .3 Procédure de cadenassage;
  - .4 Port et ajustement des équipements de protection individuelle;
  - .5 Et toute autre formation requise par règlement ou par le programme de prévention.
- .8 Examens médicaux : lorsque des examens médicaux sont requis, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une directive, ou d'un programme de prévention, l'Entrepreneur doit :
  - .1 Avant la mobilisation, transmettre au Représentant du ministère les attestations d'examens médicaux de son personnel de surveillance et de tous ses employés qui seront présents à l'ouverture du chantier/lieu de travail.
  - .2 Transmettre par la suite au fur et à mesure et sans délai les attestations d'examens médicaux de toutes les personnes nouvellement arrivées au chantier/lieu de travail.
- .9 Plan d'urgence : le plan d'urgence, tel que décrit à l'article 1.8.3 – Gestion de la santé et de la sécurité, doit être transmis au Représentant du ministère en même temps que le programme de prévention.
- .10 Permis de travail : l'Entrepreneur doit obtenir tous les permis municipaux, provinciaux et fédéraux qui sont requis, conformément aux exigences du contrat. Une copie des demandes de permis doit être envoyée sans délai au Représentant du ministère.
- .11 Plans et attestations de conformité : l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du ministère une copie signée et scellée par un Représentant du ministère des méthodes de travail, des plans et des attestations de conformité dans le cas suivant :
  - .1 Toute modification à un équipement ou à une pièce de machinerie qui n'a pas été autorisée par écrit par le fabricant. Une copie de ces documents doit être disponible en tout temps au chantier/lieu de travail.

#### 1.4 ÉVALUATION DES RISQUES

- .1 L'Entrepreneur doit procéder à une identification des dangers relatifs à chacune des tâches effectuées sur le chantier/lieu de travail.



- .2 L'Entrepreneur doit planifier et organiser les travaux de façon à favoriser l'élimination à la source des dangers ou la protection collective et ainsi réduire au minimum le recours aux équipements de protection individuelle. Lorsqu'une protection individuelle contre les chutes est requise, les travailleurs devront utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN/CSA-Z-259.10-M90. La ceinture de sécurité ne doit pas être utilisée comme protection contre les chutes.
- .3 Un équipement, un outil ou un moyen de protection qui ne peut être installé ou utilisé sans compromettre la santé et la sécurité des travailleurs ou du public est réputé être inadéquat pour le travail à effectuer.
- .4 Tous les équipements mécaniques doivent être inspectés avant leur arrivée sur le chantier/lieu de travail. Avant l'utilisation d'un équipement mécanique, l'Entrepreneur doit transmettre au Représentant du ministère une attestation de conformité signée par un mécanicien compétent. Le Représentant du ministère peut en tout temps, s'il suspecte une défectuosité ou un risque d'accident, ordonner l'arrêt immédiat de l'équipement et exiger une deuxième inspection par un spécialiste de son choix.

## **1.5 RÉUNIONS**

- .1 Un représentant décisionnel de l'Entrepreneur doit assister à toutes les réunions où il est question de la santé et de la sécurité sur le chantier/lieu de travail.
- .2 L'Entrepreneur doit mettre sur pied un comité de chantier et tenir les réunions à toutes les deux semaines. Ce comité doit regrouper au moins un représentant décisionnel de l'Entrepreneur et un représentant des travailleurs pour chaque métier ou secteur d'activité. Le rôle du comité est de voir à l'application du programme de prévention et de s'assurer que des mesures sont prises pour corriger rapidement toute situation qui pourrait provoquer un accident ou compromettre la santé des travailleurs.

## **1.6 EXIGENCES DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION**

- .1 Se conformer à toutes les lois, à tous les règlements et à toutes les normes qui sont applicables à l'exécution des travaux.

## **1.7 CONDITIONS DU TERRAIN/DE MISE EN ŒUVRE**

- .1 Sur ce chantier/lieu de travail, l'Entrepreneur doit tenir compte des particularités suivantes :
  - .1 Risques associés au transbordement, manipulation et abordage d'équipements flottants ainsi qu'aux travaux manuels à proximité d'une pelle hydraulique ou à câble en cours d'opération lors des travaux de dragage.
  - .2 Risques associés à un déversement potentiel de produit pétrolier en mer et des opérations relatives à son confinement.

## 1.8 GESTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 L'Entrepreneur doit accepter et assumer toutes les tâches et les obligations normalement dévolues au maître d'œuvre et à l'employeur en vertu des lois et règlements sur la santé et la sécurité du travail qui lui sont applicables.
- .2 L'Entrepreneur doit élaborer un programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail qui soit basé sur l'identification des risques et mettre en application ce programme du début du projet jusqu'à la dernière étape de la démobilisation. Le programme de prévention doit tenir compte des informations qui apparaissent à l'article 1.7 – Conditions du terrain / de mise en œuvre. Il doit être transmis à toutes les personnes concernées, conformément aux dispositions de l'article 1.3 – Documents / échantillons à soumettre. Le programme de prévention doit inclure au minimum :
  - .1 La politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité;
  - .2 La description des travaux, le coût total des travaux, l'échéancier et la courbe prévue des effectifs;
  - .3 L'organigramme des responsabilités en matière de santé et sécurité;
  - .4 L'organisation physique et matérielle du chantier/lieu de travail;
  - .5 Les normes de premiers secours et premiers soins;
  - .6 L'identification des risques par rapport au chantier/lieu de travail;
  - .7 L'identification des risques en relation avec les tâches effectuées, incluant les mesures de prévention et les modalités de mise en application;
  - .8 La formation requise;
  - .9 La procédure en cas d'accident/blessures;
  - .10 L'engagement écrit de tous les intervenants à respecter ce programme de prévention;
  - .11 Une grille d'inspection du chantier/lieu de travail basée sur les mesures préventives contenues dans le présent programme.
- .3 L'Entrepreneur doit élaborer un plan d'urgence efficace, en relation avec les caractéristiques et les contraintes du chantier/lieu de travail et de son environnement. Le plan d'urgence doit être transmis à toutes les personnes concernées, conformément aux dispositions de l'article 1.3 – Documents / échantillons à soumettre. Ce plan doit notamment contenir :
  - .1 La procédure d'évacuation;
  - .2 L'identification des ressources (police, pompiers, ambulances etc.);
  - .3 L'identification des personnes responsables sur le chantier/lieu de travail;
  - .4 L'identification des secouristes;
  - .5 La formation requise pour les personnes responsables de son application;
  - .6 Et toute autre information qui serait nécessaire, compte tenu des caractéristiques du chantier/lieu de travail.

## **1.9 RESPONSABILITÉS**

- .1 Peu importe la taille du chantier/lieu de travail ou le nombre de travailleurs présents, l'Entrepreneur doit nommer une personne compétente à titre de superviseur et responsable de la santé et de la sécurité. Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité des personnes et des biens à pied d'œuvre et dans l'environnement immédiat du chantier/lieu de travail qui pourrait être affecté par le déroulement de certains travaux.
- .2 Prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'application et du respect des exigences en matière de santé et de sécurité contenues dans les documents contractuels, la réglementation fédérale ou provinciale qui lui sont applicables, les normes et le programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail, et se conformer sans délai à toute ordonnance ou avis de correction émis par un inspecteur.
- .3 L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garder le chantier/lieu de travail propre et bien ordonné, tout au long des travaux.

## **1.10 COMMUNICATION ET AFFICHAGE**

- .1 Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une communication efficace des informations en matière de santé et de sécurité sur le chantier/lieu de travail. Dès leur arrivée au chantier/lieu de travail, tous les travailleurs doivent être informés des particularités du programme de prévention, de leurs obligations et de leurs droits. L'Entrepreneur doit insister sur le droit des travailleurs de refuser d'exécuter un travail s'ils croient que ce travail peut compromettre leur santé, leur sécurité, leur intégrité physique ou celles des autres personnes présentes sur le chantier/lieu de travail. Il doit conserver sur le chantier/lieu de travail et mettre à jour un registre avec les informations transmises et la signature de tous les travailleurs qui ont reçu ces informations.
- .2 Les informations et les documents suivants doivent être affichés dans un endroit facilement accessible pour les travailleurs :
  - .1 Identification de l'employeur et/ou du maître d'œuvre;
  - .2 Politique de l'entreprise en matière de santé et sécurité au travail;
  - .3 Programme de prévention spécifique au chantier/lieu de travail;
  - .4 Plan d'urgence;
  - .5 Fiches signalétiques de tous les produits contrôlés utilisés au chantier/lieu de travail;
  - .6 Procès-verbaux des réunions du comité de chantier/lieu de travail;
  - .7 Noms des représentants au comité de chantier/lieu de travail;
  - .8 Nom des secouristes;
  - .9 Rapports d'intervention et de correction émis par les inspecteurs.

#### **1.11 IMPRÉVUS**

- .1 Lorsqu'une source de danger non spécifiée dans le devis et non identifiable lors de l'inspection préliminaire du chantier/lieu de travail apparaît par le fait ou durant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit arrêter immédiatement les travaux, mettre en place des mesures de protection temporaires pour les travailleurs et le public et prévenir le Représentant du ministère verbalement et par écrit. L'Entrepreneur doit par la suite faire les modifications nécessaires au programme de prévention pour que les travaux puissent reprendre en toute sécurité.

#### **1.12 INSPECTION DES LIEUX DE TRAVAIL ET CORRECTION DES SITUATIONS DANGEREUSES**

- .1 Inspecter les lieux de travail et compléter la grille d'inspection du chantier/lieu de travail au moins une fois par semaine.
- .2 Prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour corriger les dérogations aux lois et règlements et les situations dangereuses qui sont identifiées par un inspecteur du gouvernement, par le Représentant du ministère, par le coordonnateur santé-sécurité construction de Pêches et Océans Canada, ou lors des inspections périodiques.
- .3 Transmettre au Représentant du ministère une confirmation écrite de toutes les mesures prises pour corriger les dérogations et les situations dangereuses.
- .4 Arrêt des travaux : Accorder à la personne mandatée par l'Entrepreneur pour s'occuper de la santé et de la sécurité toute l'autorité nécessaire pour ordonner l'arrêt et la reprise des travaux lorsqu'il juge que c'est nécessaire ou souhaitable pour des raisons de santé et de sécurité. Elle devra faire en sorte que la santé et la sécurité du public et du personnel de chantier/lieu de travail ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux. Sans limiter la portée de l'article « Gestion de la santé et de la sécurité » et de l'article « Responsabilité », le Représentant du ministère ou toute personne mandatée par pêches et Océans Canada-Ports pour petits bateaux pour s'occuper de la gestion ou de la surveillance du projet peut en tout temps ordonner l'arrêt des travaux si, selon sa perception, il existe un danger ou un risque pour la santé ou la sécurité du personnel de chantier/lieu de travail ou du public ou pour l'environnement.

#### **1.13 DYNAMITAGE**

- .1 Le dynamitage et tout autre usage d'explosifs est interdit, à moins d'avoir été autorisé par écrit par le Représentant du ministère.

## **Partie 2      Produits**

### **2.1            SANS OBJET**

.1      Sans objet.

## **Partie 3      Exécution**

### **3.1            SANS OBJET**

.1      Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 PRIORITÉ**

- .1 Les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

### **1.2 FEUX**

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier/lieu de travail ne sont pas permis.

### **1.3 ÉVACUATION DES DÉCHETS**

- .1 Il est interdit d'évacuer des matériaux de rebut et/ou des matériaux volatils comme les essences minérales et les diluants pour l'huile ou la peinture, en les déversant dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou des égouts sanitaires. Ces matériaux ci-contre doivent donc être disposés conformément aux exigences des autorités locales.

### **1.4 PRÉVENTION DE LA POLLUTION**

- .1 Assurer le contrôle des gaz dégagés par le matériel et l'équipement, conformément aux exigences des autorités locales.
- .2 Empêcher les matériaux fins et les autres matières étrangères de contaminer l'air au-delà du site des travaux.
- .3 Avoir en tout temps sur le chantier/lieu de travail des matières absorbantes afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de déversement de matière dangereuse.
- .4 En cas de déversement maritime accidentel, l'Entrepreneur est tenu d'aviser immédiatement le réseau d'alerte et d'avertissement de la Garde côtière canadienne au 1-800-363-4735, et prendre toutes les actions requises pour corriger la situation et limiter au maximum les impacts sur l'environnement.
- .5 L'Entrepreneur devra également avoir à sa disposition sur la drague, une trousse pour le contrôle de déversement accidentel. Cette trousse devra être de type « Quatrex Q Ultra 75 » ou l'équivalent. L'Entrepreneur devra faire usage de la trousse advenant un déversement d'hydrocarbure et mettre en application l'article 1.4.4 de la présente section.
- .6 En ce qui concerne le transport, la manipulation et l'entreposage de marchandises dangereuses à bord des embarcations, l'Entrepreneur devra se conformer à la Loi sur la Marine marchande du Canada et à tous les règlements qui en découlent.

- .7 Ne pas disposer de déblais, de matériaux de rebut ou de débris dans les cours d'eau.
- .8 Ne pas entreposer de produits pétroliers, ou toute autre matière dangereuse, à moins de 30 mètres de la rive.
- .9 Effectuer l'entretien des véhicules et le plein de carburant à une distance minimale de 30 mètres de la rive.
- .10 Pour une bonne gestion des aspects environnementaux reliés aux travaux de dragage, l'Entrepreneur devra prendre en considérations les éléments soulevés dans l'exemple de fiche de suivi environnemental fourni à l'annexe 8 du présent devis.

## 1.5 ESPÈCES ENVAHISSANTES

- .1 Une espèce envahissante exotique est, par définition, une espèce étrangère à l'écosystème où elle se trouve, mais capable de s'y reproduire et susceptible d'avoir des effets nuisibles sur l'économie, l'environnement ou la santé humaine. Ce genre d'organisme nuisible comprend, outre des plantes, certains animaux, champignons et microorganismes qui représentent également une menace à l'endroit de la biodiversité.
- .2 Les écosystèmes marins sont vulnérables à la venue d'espèces allochtones ou envahissantes, entre autres, lors de la réalisation de travaux nécessitant des équipements flottants. Afin d'éviter l'introduction d'espèces allochtones envahissantes dans l'écosystème naturel lors de la réalisation de travaux en milieu marin avec des équipements flottants, les mesures suivantes devront être respectées. Les risques d'introduction d'espèces allochtones sont minimisés par l'utilisation d'équipements marins propres et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux. Ainsi :
  - .1 Pour les équipements qui ont été nettoyés et entreposés sur la terre ferme juste avant la réalisation des travaux, l'entrepreneur doit :
    - .1 fournir, par écrit au Représentant du ministère, une liste de ces équipements, le lieu d'entreposage et la date envisagée pour la mise à l'eau. Le Représentant du ministère doit être en mesure de vérifier si les équipements étaient bien propres et entreposés sur la terre ferme avant la réalisation des travaux.
  - .2 Pour les équipements déjà à l'eau, l'entrepreneur doit démontrer, à ses frais, que ces équipements flottants sont exempts d'espèces envahissantes, et ce, juste avant de les mobiliser vers le site des travaux. Ainsi :
    - .1 L'Entrepreneur devra fournir un rapport d'inspection écrit, immédiatement avant la mobilisation de ces derniers vers le lieu des travaux, certifiant qu'ils sont exempts d'espèces envahissantes. Le rapport d'inspection devra être réalisé par un biologiste qualifié dans l'identification de la faune benthique. L'échantillonnage devra être effectué par des plongeurs. Le rapport devra contenir, sans toutefois s'y limiter, l'information suivante : la liste des équipements inspectés (remorqueurs, chalands, etc.), la date et lieu

de l'inspection, un résumé des protocoles d'échantillonnage et d'identification, la liste des échantillons, un tableau des résultats et une attestation concernant la présence ou l'absence d'espèces envahissantes. Le rapport devra contenir des photographies et être signé par le biologiste compétent avant d'être remis au Représentant du ministère avec les autres documents contractuels exigés et ce, avant la mobilisation des équipements aux Îles-de-la-Madeleine.

- .2 Dans l'éventualité où le rapport d'inspection confirme la présence d'espèces envahissantes, l'entrepreneur est tenu de remplacer l'équipement ou de procéder, à ses frais, au nettoyage complet de l'équipement. La description des travaux de nettoyage effectués devra être incluse dans le nouveau rapport d'inspection (après nettoyage) avec toute l'information pertinente mentionnée précédemment.
- .3 Le Ministère se réserve le droit d'effectuer une contre-expertise en tout temps. Dans l'éventualité que des espèces envahissantes sont observées, l'entrepreneur devra interrompre les travaux et procéder, à ses frais, au nettoyage des équipements visés et suivre la procédure mentionnée précédemment.

#### **1.6 ZONES D'EXCLUSION AU DRAGAGE ET/OU À L'IMMERSION**

- .1 Certaines zones à l'intérieur des superficies de dragage peuvent présenter des concentrations de produits chimiques qui empêchent soit le dragage soit l'immersion des sédiments en mer. L'Entrepreneur ne devra pas intervenir à l'intérieur des limites définies comme « zones d'exclusion » sans l'approbation écrite du Ministère. Les zones d'exclusions sont montrées aux gabarits de dragage approuvés pour chacun des sites.
- .2 Les zones d'exclusion sont établies à partir de la caractérisation des matériaux faites sur une base régulière. Comme les zones d'exclusion peuvent varier d'une année à l'autre, l'Entrepreneur devra vérifier à chaque année les gabarits de dragage préalablement au début des travaux.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.



### **Partie 3      Exécution**

#### **3.1            SANS OBJET**

.1            Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 INSTALLATION ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL**

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les installations de chantier nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

### **1.2 STATIONNEMENT SUR LE CHANTIER**

- .1 Il sera permis de stationner sur les quais, à la condition que cela n'entrave pas la circulation des usagers.
- .2 Nettoyer les voies de circulation si on y a utilisé de l'équipement de chantier.

### **1.3 INSTALLATIONS SANITAIRES**

- .1 Prévoir des installations sanitaires pour le personnel / travailleurs conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.
- .2 Afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires locales. Garder les lieux et le secteur en état de propreté.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

## **Partie 3 Exécution**

### **3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 OBJECTIFS EN MATIÈRE DE GESTION DES DÉCHETS (Disposition terrestre)**

- .1 Cette section concerne principalement la disposition des matériaux dragués sur un ou des sites terrestres.
- .2 Protéger l'environnement et prévenir la pollution et les impacts environnementaux.

### **1.2 DÉFINITIONS**

- .1 Réutilisation/réemploi : Utilisation répétée d'un produit ou d'un matériau dans sa forme originale, en vue d'un usage différent dans le cas d'une réutilisation et d'un usage similaire dans le cas du réemploi. La réutilisation/le réemploi comprend ce qui suit :
  - .1 La récupération des produits et des matériaux pouvant être réutilisés/réemployés, générés par des travaux de modernisation d'une structure ou d'un ouvrage, avant leur démolition, aux fins de leur revente, leur réutilisation, leur réemploi au sein du même projet ou encore leur entreposage en vue d'une utilisation ultérieure.

### **1.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

- .1 Il est interdit d'enfouir les rebuts ou les déchets.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets, des matières volatiles, des essences minérales, des hydrocarbures et du diluant à peinture dans un cours d'eau ou dans un égout pluvial ou sanitaire.

### **1.4 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS**

- .1 Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'utilisation normale des lieux.
- .2 Mettre en œuvre les mesures de sécurité provisoires approuvées par le Représentant du ministère.

### **1.5 CALENDRIER DES TRAVAUX**

- .1 Coordonner la gestion des déchets avec les autres activités afin d'assurer un déroulement ordonné des travaux.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

## **Partie 3 Exécution**

### **3.1 NETTOYAGE**

- .1 Une fois les travaux terminés, laisser les lieux propres et en ordre.
- .2 Nettoyer la zone des travaux au fur et à mesure.

### **3.2 VALORISATION DES MATÉRIAUX DRAGUÉS**

- .1 Les matériaux provenant du dragage et pouvant être valorisés pourront être sortis du chantier à condition que l'Entrepreneur :
  - .1 fournisse une promesse écrite à l'effet que l'exploitant du site où seront déposés les matériaux pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, tiendront Sa Majesté en droit du Canada indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables au dépôt de ces matériaux sur ce site par l'Entrepreneur, ses employés, agent ou sous- entrepreneurs, ou à l'utilisation subséquente de ces matériaux;
  - .2 fournisse un document dûment signé par l'exploitant du site et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, autorisant l'Entrepreneur à déposer sur ce site les matériaux provenant de la démolition et pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés;
  - .3 fournisse un document dûment signé par l'exploitant du site et le propriétaire de ce site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, tenant Sa Majesté en droit du Canada indemne et à couvert de toute réclamation pouvant résulter du dépôt sur ce site de matériaux provenant de la démolition et pouvant être, de l'avis de l'Entrepreneur, valorisés, et de l'utilisation subséquente de ces matériaux.

Ce document devra :

- .1 être fait en double exemplaire si l'exploitant du site n'en est pas le propriétaire (i.e. un exemplaire par l'exploitant du site et un exemplaire par le propriétaire de ce site);

- .2 indiquer le numéro de cadastre des lots formant le site de dépôt des matériaux pouvant être valorisés ainsi que le nom du propriétaire de ces lots;
- .3 contenir le paragraphe suivant :  
« \_\_\_\_\_ (inscrire le nom de l'entreprise exploitant le site ou, le cas échéant, le nom du propriétaire de ce site) tiendra Sa Majesté en droit du Canada indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables au dépôt par \_\_\_\_\_ (indiquer le nom de l'Entrepreneur), ses employés, agents ou sous-entrepreneurs, sur le(s) lot(s) portant le(s) numéro(s) \_\_\_\_\_ (indiquer l'ouvrage devant être démolé) et pouvant, de l'avis de \_\_\_\_\_ (indiquer le nom de l'Entrepreneur), être valorisés, ou à l'utilisation subséquente de ces matériaux »; et,
- .4 fournisse un document dûment émis par la MRC ou la municipalité où est situé le site autorisant l'exploitant du site et le propriétaire du site, si l'exploitant n'en est pas le propriétaire, à utiliser ce site pour le dépôt de matériaux provenant de la démolition et pouvant être valorisés; et,
- .5 obtienne préalablement l'approbation écrite du Représentant du ministère.

### 3.3 PRINCIPALES AUTORITÉS EN ENVIRONNEMENT AU SEIN DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX

#### .1 Principales autorités gouvernementales en environnement

<u>Niveau</u>	<u>Description</u>	<u>Renseignements généraux</u>	<u>Télécopieur</u>
Gouvernement du Québec	Ministère du Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	1-418-521-3830 1-800-561-1616	1-418-646-5974
Gouvernement du Canada	Environnement Canada	1-800-668-6767	1-819-994-1412
Gouvernement du Canada	Pêches et Océans Canada Protection des pêches	1-877-722-4828	1-418-775-0658
Gouvernement du Canada	Agence canadienne d'évaluation environnementale	1-418-649-6444	1-418-649-6443

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 SECTIONS CONNEXES**

- .1 Section 01 11 11 – Description sommaire des travaux.
- .2 Section 01 35 43 – Protection de l’environnement.

### **1.2 MESURAGE AUX FINS DE PAIEMENT**

- .1 Seuls les matériaux excavés au-dessus du niveau de dragage requis et en deçà des pentes latérales indiquées ou spécifiées seront mesurés.
- .2 Les quantités indiquées au bordereau des prix sont des quantités approximatives prévues et elles ne pourront être augmentées sans l’autorisation écrite du Représentant du Ministère. Aucun paiement ne sera effectué pour des travaux relatifs aux quantités additionnelles sans que l’Entrepreneur ait reçu une autorisation écrite du Représentant du ministère.
- .3 Poste 1A - Montant forfaitaire : Mobilisation/Démobilisation « A » :
  - .1 L’Entrepreneur consent à fournir, si le Représentant du ministère le demande, les renseignements suivants reliés au montant forfaitaire défini dans la présente section, et ce, en dedans de 48 heures :
    - .1 distances parcourues en km;
    - .2 itinéraire;
    - .3 dates approximatives.
  - .2 Le montant forfaitaire devra représenter les frais encourus par le Ministère relativement à la mise en place / en service de l’équipement de l’Entrepreneur et mobilisation à destination du premier endroit de dragage et au démantèlement et démobilisation de l’équipement de l’Entrepreneur en provenance du dernier site sur ce contrat.
  - .3 Les frais d’organisation de chantier sont inclus dans ce montant.
- .4 Article no 1B – Prix unitaire : Mobilisation/Démobilisation « B » :
  - .1 Le coût unitaire devra représenter les frais par kilomètre encourus par le Ministère relativement au déplacement de l’équipement de l’Entrepreneur entre les sites de dragage sur ce contrat.

- .5 Article no 2A – Prix unitaire : Dragage mécanique (pelle sur chaland avec godet ou benne preneuse):
- .1 L'Entrepreneur doit soumettre un prix unitaire par mètre cube mesuré en place ( $m^3mp$ ) qui sera appliqué au volume dragué par équipement mécanique (pelle sur barge, pelle avec godet ou benne preneuse). L'Entrepreneur peut présenter une demande de paiement, une fois le « Certificat d'achèvement de site » signé par le Représentant du ministère.
- Dans l'éventualité où les travaux excéderaient trente (30) jours, un paiement progressif basé sur les quantités préliminaires  $m^3mp$  pourra être accepté conformément aux conditions générales du contrat (ref. art. 5.4 division R2850D).
- .2 Le secteur de dragage est défini par les limites latérales et les niveaux de profondeur indiqués sur les plans et comprend des pentes latérales d'un ratio de 3 horizontal pour 1 vertical, telles que définies à l'article 1.3.9 de la présente section.
- .3 Le dragage sera mesuré au mètre cube en place ( $m^3mp$ ). Le volume sera établi d'après les levés bathymétriques exécutés avant et après le dragage complet des aires délimitées sur les plans.
- .4 Suite aux sondages avant dragage, le Ministère se réserve le droit de modifier en tout temps les limites horizontales et/ou verticales, afin de se rapprocher le plus près possible des quantités estimées au tableau des prix unitaires.
- .5 Le balayage et nivelage des aires draguées sont inclus dans le prix unitaire du dragage et doit comprendre tout l'équipement, l'outillage, main-d'œuvre, etc. nécessaires pour l'exécution de ces travaux.
- .6 Toutes les opérations qui se rapportent à la mise en place de l'équipement de dragage seront considérées comme reliées aux travaux et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.
- .7 Du remplissage et de la sédimentation dans des secteurs où les travaux ne sont pas terminés, ou précédemment dragués, peut survenir avant l'acceptation. L'Entrepreneur est responsable et doit enlever ce matériel et compléter le dragage de toutes les aires montrées sur le plan au niveau de profondeur spécifié en vue de l'obtention du « Certificat d'achèvement de site ». L'enlèvement du matériel de remplissage ou de sédimentation durant le dragage ne sera pas mesuré séparément pour paiement.
- .8 Dans son prix unitaire, l'Entrepreneur doit inclure tous les coûts associés aux matériaux dragués sous le niveau de dragage et à l'extérieur des limites de dragage.

- .6 Article no 2B – Prix unitaire : Dragage par pompage (pelle sur chaland et pompe/équipement de pompage flottant) :
- .1 L'Entrepreneur doit soumettre un prix unitaire par mètre cube mesuré en place ( $m^3mp$ ) qui sera appliqué au volume dragué par pompage. L'Entrepreneur peut présenter une demande de paiement, une fois le « Certificat d'achèvement de site » signé par le Représentant du ministère.
- Dans l'éventualité où les travaux excéderaient trente (30) jours, un paiement progressif basé sur les quantités préliminaires  $m^3mp$  pourra être accepté conformément aux conditions générales du contrat (ref. art. 5.4 division R2850D).
- .2 Le secteur de dragage est défini par les limites latérales et les niveaux de profondeur indiqués sur les plans et comprend des pentes latérales d'un ratio de 3 horizontal pour 1 vertical, telles que définies à l'article 1.3.9 de la présente section.
- .3 Le dragage sera mesuré au mètre cube en place ( $m^3mp$ ). Le volume sera établi d'après les levés bathymétriques exécutés avant et après le dragage complet des aires délimitées sur les plans.
- .4 Suite aux sondages avant dragage, le Ministère se réserve le droit de modifier en tout temps les limites horizontales et/ou verticales, afin de se rapprocher le plus près possible des quantités estimées au tableau des prix unitaires.
- .5 Le balayage et nivelage des aires draguées sont inclus dans le prix unitaire du dragage et doit comprendre tout l'équipement, l'outillage, main-d'œuvre, etc. nécessaires pour l'exécution de ces travaux.
- .6 Toutes les opérations qui se rapportent à la mise en place de l'équipement de dragage seront considérées comme reliées aux travaux et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.
- .7 Du remplissage et de la sédimentation dans des secteurs où les travaux ne sont pas terminés, ou précédemment dragués, peut survenir avant l'acceptation. L'Entrepreneur est responsable et doit enlever ce matériel et compléter le dragage de toutes les aires montrées sur le plan au niveau de profondeur spécifié en vue de l'obtention du « Certificat d'achèvement de site ». L'enlèvement du matériel de remplissage ou de sédimentation durant le dragage ne sera pas mesuré séparément pour paiement.
- .8 Dans son prix unitaire, l'Entrepreneur doit inclure tous les coûts associés aux matériaux dragués sous le niveau de dragage et à l'extérieur des limites de dragage.
- .7 Article no 3A – Prix unitaire : Évacuation – Immersion / Rechargement de plage / Remise en circulation :
- .1 Le prix unitaire soumis pour l'évacuation des matériaux dragués sera constitué du volume payable de l'article no 2 ( $m^3mp$ ) du tableau des prix unitaires, multiplié par la distance kilométrique (km) navigable la plus courte (Annexe 1) entre le site de



- dragage et le site d'immersion autorisé / le lieu de rechargement / le lieu de remise en circulation des matériaux provenant du dragage.
- .2 L'évacuation des matériaux dragués sera effectuée conformément aux prescriptions du Permis sur l'immersion de déchets en mer en vigueur (Annexe 5), et des autres documents contractuels.
- .3 Dans le cas d'un dragage par pompage, le prix unitaire comprendra la fourniture et la mise en place des conduits d'acheminement des matériaux dragués jusqu'au site de disposition des matériaux.
- .8 Article no 3B – Prix unitaire : Évacuation – Disposition terrestre :
- .1 Le prix unitaire soumis pour l'évacuation des matériaux dragués sera constitué du volume payable de l'article no 2 (m<sup>3</sup>mp) du tableau des prix unitaires, multiplié par la distance kilométrique (km) navigable établie à 1.0 kilomètre entre le site de dragage et le site de disposition terrestre autorisé.
- .2 Le prix fourni par l'Entrepreneur comprendra tous les équipements, toute la main-d'œuvre et tous les matériaux nécessaires à l'évacuation des matériaux dragués et leur mise en dépôt sur le quai ou à l'endroit désigné par le Ministère conformément aux directives du Représentant du ministère et des autres documents contractuels.
- .3 Les coûts associés au chargement des matériaux qui auront émis placés en dépôt temporaire et qui seront transportés en dehors du site seront négociés à la pièce dans l'éventualité où ces coûts relèveront de la responsabilité du Ministère.
- .4 Dans le cas d'un dragage par pompage, le prix unitaire comprendra la fourniture et la mise en place des conduits d'acheminement des matériaux dragués jusqu'au site de disposition des matériaux.
- .5 Le prix inclura également, et au besoin, les travaux de création d'un bassin de décantation temporaire afin de permettre une évacuation minimale de l'eau contenue dans les matériaux de dragage ou de la recirculation de l'eau dans le cas d'un dragage par pompage.
- .9 Article no 4 – Prix unitaire : Enlèvement de débris ou encombrement
- .1 Le coût unitaire pour l'enlèvement de débris ou autre opération connexe devra représenter les frais associés à la récupération, au transport et à la disposition des éléments.
- Le coût de réalisation sera basé sur le coût horaire soumis de l'équipement flottant et sera mesuré en temps directement lié à l'opération.

.10 Considérations diverses :

- .1 L'unité globale et les prix unitaires comprendront tous les matériaux, le transport, la location, l'installation de l'équipement, l'équipement, l'outillage, la main-d'œuvre, les dépenses pour exécuter des travaux non spécifiquement décrits soit aux plans, soit au devis ou autres documents de soumission, mais jugés nécessaires pour les rendre conformes aux règles de l'art.
- .2 Tous les travaux décrits dans le présent devis, ou représentés sur les plans, ou encore nécessaires à l'achèvement des travaux faisant l'objet du présent devis, sans toutefois être définis tel un élément distinct donnant droit à un montant forfaitaire ou à un paiement unitaire, seront considérés directement ou indirectement reliés à l'objet global du contrat et aucun paiement distinct ne sera effectué à l'égard de l'un ou l'autre de ces travaux; le coût de tous travaux directement ou indirectement reliés à l'objet du présent contrat doit cependant être inclus dans les prix unitaires indiqués dans la soumission.
- .3 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les structures temporaires utilisées lors des opérations de dragage.
- .4 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les délais attribuables aux saisons de pêche ou aux engins de pêche localisés aux sites de dragage ou au lieu d'immersion.
- .5 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour des délais résultants du trafic maritime.
- .6 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour le temps d'arrêt.
- .7 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les facilités d'amarrage et d'ancrage pour la drague ou tout autre équipement flottant.
- .8 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les temps d'arrêts résultants d'ajustement opérationnels de la performance.
- .9 Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les pertes de temps résultant des conditions climatiques.

.11 Les soumissionnaires devront établir leurs soumissions, de la façon suivante :

- .1A Coûts totaux fixes pour mobiliser et démobiliser l'équipement de dragage pour effectuer les travaux de dragage prévus à différents sites aux Îles-de-la-Madeleine. (Référence : Article 1A du tableau des prix forfaitaires).
- .1B Prix unitaire au kilomètre (KM) pour effectuer les déplacements entre les sites de dragage. (Référence : Article no 1B du tableau des prix unitaires).
- .2A Prix unitaire au mètre cube ( $m^3$ mp) pour effectuer le dragage d'un volume estimé à 20,000  $m^3$  mesuré en place au moyen d'équipement mécanique (pelle sur barge, pelle avec godet et/ou benne preneuse). (Référence : Article no 2A du tableau des prix unitaires).

- .2B Prix unitaire au mètre cube ( $m^3mp$ ) pour effectuer le dragage d'un volume estimé à  $18,500 m^3$  mesuré en place au moyen d'équipement de pompage (Pelle, pompe hydraulique et ligne de transport). Les coûts associés à l'évacuation des matériaux entreposés pour décantation seront négociés à la pièce selon la nature de la revalorisation demandée (Référence : Article no 2B du tableau des prix unitaires).

**Note importante relative aux articles 2A et 2B :**

L'Entrepreneur devra fournir un prix pour les deux méthodes de dragage demandé. Par contre, les quantités inscrites pour chacun de ces articles ne doivent pas être interprétées comme cumulatives car le Ministère pourrait utiliser l'une ou l'autre des méthodes, ou une combinaison des deux méthodes pour la réalisation des travaux.

Dans l'éventualité où deux méthodes seront utilisées pour le dragage des matériaux (mécanique et pompage) pour un même site et à l'intérieur d'une même phase, le calcul des quantités pour chacune des méthodes sera établi conjointement entre le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur selon les rapports d'activités de l'Entrepreneur et en regard des quantités ( $m^3mp$ ) établies par la différence entre les relevés avant et après dragage.

- .3A Prix unitaire au mètre cube – kilomètre ( $m^3mp-km$ ) pour effectuer l'évacuation des matériaux de dragage aux sites d'immersion, de rechargement de plage, ou de remise en circulation (by-pass) autorisés (Référence : Article no 3A du tableau des prix unitaires).
- .3B Prix unitaire au mètre cube ( $m^3mp$ ) pour effectuer l'évacuation des matériaux de dragage aux sites de disposition temporaire terrestre (maximum 1 km du lieu de dragage) (Référence : Article no 3B du tableau des prix unitaires). Le prix inclura, au besoin, la création d'un bassin de décantation temporaire afin de permettre une évacuation minimale de l'eau contenue dans les matériaux de dragage ou de la recirculation de l'eau dans le cas d'un dragage par pompage.

**Note importante relative aux articles 3A et 3B :**

L'Entrepreneur devra fournir un prix pour les deux méthodes de disposition demandées. Par contre, les quantités inscrites pour chacun de ces articles ne doivent pas être interprétées comme cumulatives car le Ministère pourrait utiliser l'une ou l'autre des méthodes, ou une combinaison des deux méthodes pour la réalisation des travaux.

Dans l'éventualité où deux méthodes seront utilisées pour la disposition des matériaux (immersion et terrestre) pour un même site et à l'intérieur d'une même phase, le calcul des quantités pour chacune des méthodes sera établi conjointement entre le Représentant du Ministère et l'Entrepreneur selon les rapports d'activités de l'Entrepreneur et en regard des quantités ( $m^3mp$ ) établies par la différence entre les relevés avant et après dragage.

- .4 Prix unitaire à l'heure (h) pour l'enlèvement des débris (Référence : Article no 4 du tableau des prix unitaires).
- .12 Encombrements
- .1 Le retrait des débris ou encombrement, préalablement autorisé par le Représentant du ministère et le coût pour ces travaux, sera évalué en fonction du nombre d'heures effectivement consacrées à leur enlèvement. Le coût horaire de l'équipement de dragage utilisé pour ces travaux sera payé au taux unitaire figurant à l'article no 4 du tableau des prix unitaires.

### 1.3 DÉFINITIONS

- .1 Dragage : excavation de matériaux immergés, y compris la mise en place dans des maries-salopes (chalands à fond ouvrant) des matériaux excavés.
- .2 Évacuation : transport et rejet dans un site d'immersion autorisé des matériaux excavés ou vers un lieu de disposition terrestre.
- .3 Matériaux de classe A : roc massif devant être fragmenté par forage ou dynamitage, ainsi que roches et fragments de roches ayant un volume d'au moins 1.5 m<sup>3</sup>.
- .4 Matériaux de classe B : roche détachée ou roche schisteuse, limon, sable, sable mouvant, boue, gravier, gravier côtier, argile, gumbo, blocs rocheux, couches de matériaux durcis et tout autre bloc de débris ou matériau fragmenté ayant un volume de moins de 1,5 m<sup>3</sup>.
- .5 Débris : pièces de bois, câbles métalliques, ferrailles, morceaux de béton, défenses en caoutchouc, pneus, matériaux provenant d'un enrochement et autres matériaux de rebut.
- .6 Niveau de dragage : plan horizontal au-dessus duquel tous les matériaux doivent être dragués.
- .7 m<sup>3</sup>mp : volume de matériaux mesurés en place, exprimé en mètres cubes.
- .8 m<sup>3</sup> mp-km : m<sup>3</sup>mp multiplié par la distance kilométrique (km) navigable la plus courte entre le site de dragage et le site d'immersion autorisé.
- .9 Pente latérale : surface ou plan incliné par rapport au niveau de dragage, situé à la limite latérale de la zone draguée et jusqu'à l'intersection avec le niveau naturel des fonds à l'extérieur de cette limite latérale; cette pente est exprimée par le rapport entre les dimensions horizontales et verticales.
- .10 Technologie DGPS-RTK : technologie qui permet d'obtenir du positionnement GPS (x,y,z) en temps réel avec des précisions centimétriques.

- .11 Zéro des cartes : niveau de référence fixé suffisamment bas de manière à ce que le niveau d'eau, aux endroits à marée ou sans marée, lui soit rarement inférieur.
- .12 Système de coordonnées
  - .1 Projection MTM : projection Mercator transverse modifiée.
  - .2 Coordonnées MTM : coordonnées rectangulaires planes utilisées dans une représentation graphique où un quadrillage est appliqué à la projection MTM. Les coordonnées constituent en fait les paramètres de référence horizontaux.
- .13 Mode « profondeur instantané » : mode d'exploitation de l'équipement de levé bathymétrique selon lequel le système conservera en mémoire chacune des profondeurs relevées sur la totalité du parcours effectué.
- .14 Cellule de matrice : chaque zone de dragage est représentée telle un certain nombre de cellules de 2.0 m x 2.0 m ou 4.0 m x 4.0 m. Selon l'emplacement où sont effectués les levés bathymétriques, chacune des cellules pourra contenir plusieurs profondeurs.
- .15 Plan « moindre des profondeurs » : plan de levé bathymétrique sur lequel les profondeurs indiquées seront celles des moindres profondeurs mesurées dans chacune des cellules de la matrice.
- .16 Zone vérifiée : zone de dragage jugée conforme aux indications et aux prescriptions de plans et devis.
- .17 Certificat d'achèvement de site : lettre, note de service ou courriel remis à l'Entrepreneur par le Représentant du ministère certifiant que le dragage est achevé à ce site.

#### **1.4 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES**

- .1 Se conformer à tous les droits et privilèges d'autrui et à toutes les lois, tous les règlements et décrets fédéraux, provinciaux et municipaux; il devra en plus voir à ce que ses employés de droit ou de fait, y compris ses sous-traitants, s'y conforment également.
- .2 Baliser le matériel flottant au moyen de feux de signalisation conformément au Règlement sur les abordages, aux Règles de route pour le bassin des Grands Lacs et assurer un service d'écoute à bord.

#### **1.5 CALENDRIER DES TRAVAUX**

- .1 Avant le début des travaux ou dans les deux (2) semaines suivant l'attribution du marché, soumettre à l'approbation du Représentant du ministère le calendrier des travaux, y compris la durée d'exécution de chaque opération prévue aux travaux jusqu'à l'achèvement des travaux.
- .2 En plus du calendrier exigé à l'article précédent, l'Entrepreneur doit deux (2) semaines à l'avance, transmettre au Représentant du ministère la date de son arrivée à l'emplacement.

Le Représentant du ministère doit, au cours de cette période, procéder à un levé bathymétrique de sondages avant dragage et informer l'Entrepreneur des résultats.

- .3 L'Entrepreneur doit respecter le calendrier arrêté et prendre des dispositions immédiates pour corriger tout écart, en modifiant les travaux de dragage en cours ou en transportant et déplaçant d'autres équipements. Le Représentant du ministère doit être informé des mesures de correction retenues.
- .4 Les travaux devront être complétés selon les dates inscrites aux documents contractuels.
- .5 Le calendrier des travaux devra prendre en considération les contraintes environnementales indiquées aux annexes 1, 4 et 5. L'Entrepreneur doit prendre en considération que ces périodes pourront varier pendant la durée du contrat.

## 1.6 EMPLACEMENT

- .1 Les endroits suivants aux Îles-de-la-Madeleine (Québec) pour la durée du contrat :

Sites dragués annuellement :

- Grosse-Île
- Île-d'Entrée
- Millerand
- Pointe-Basse

Sites pouvant être ajoutés pendant la durée du contrat (non-réguliers) :

- Grande-Entrée
- Havre-Aubert
- Étang-du-Nord
- Cap-aux-Meules
- Pointe-aux-Loups

- .2 Les travaux portent sur le dragage des bassins et chenaux d'accès des havres indiqués aux dessins et spécifiés dans le devis et tous les autres documents fournis à l'Entrepreneur.
- .3 Les plans de dragage fournis avec le présent devis représentent les aires à draguer pour chaque site dragués annuellement. Des plans de levés bathymétriques récents seront disponibles avant le début des travaux. Les informations concernant les sites non-réguliers seront fournies à l'Entrepreneur au besoin.
- .4 Le Ministère se réserve le droit d'annuler/remplacer/ajouter des sites de dragage au besoin. Ces sites devront toutefois être situés dans les limites des Îles-de-la-Madeleine.

## **1.7 ENTRAVE À LA NAVIGATION**

- .1 Obtenir tous les renseignements nécessaires concernant les déplacements des navires et les activités de pêche se déroulant dans la zone touchée par les travaux de dragage.
- .2 Planifier et exécuter les travaux de manière à ne pas entraver les activités de pêche, les travaux de construction effectués aux quais, les activités des ports de plaisance ou l'accès aux quais par voie terrestre ou maritime.
- .3 Le Ministère n'est pas responsable des pertes de temps, de matériel ou d'équipement ou de tout autre frais occasionné par des navires au mouillage dans la zone des travaux ou encore par d'autres travaux effectués par l'Entrepreneur.
- .4 L'Entrepreneur devra aviser le Représentant du ministère, quarante-huit (48) heures à l'avance si possible, de tout déplacement spécial de son équipement de dragage (soit pour des raisons de ravitaillements, de réparations, etc.).
- .5 L'Entrepreneur devra continuellement et précisément rapporter tous les déplacements de la drague, aux Services de Communications et de Trafic Maritime (SCTM) du ministère des Pêches & Océans Canada.
- .6 S'il arrivait que l'équipement de l'Entrepreneur provoque une obstruction à la navigation, l'Entrepreneur devra :
  - .1 Aviser le Service de Communication et de Trafic maritime (SCTM) du MPO et le Représentant du ministère;
  - .2 Se conformer selon l'article 3.1.13 de la présente section;
  - .3 Procéder sur-le-champ à l'enlèvement de cet équipement à ses propres frais. Si l'Entrepreneur manquait à cette obligation, le Ministère se chargera de l'enlèvement de l'obstacle et tous les frais encourus seront débités à l'Entrepreneur.

## **1.8 ZÉRO DES CARTES, PROFONDEURS ET REPÈRES DE MARÉE**

- .1 Les profondeurs et les niveaux de dragage utilisés dans le présent devis et dans les dessins contractuels sont données en mètres par rapport au zéro des cartes.
- .2 Les profondeurs seront réduites au zéro des cartes à l'aide de la technologie DGPS-RTK. L'Entrepreneur aura la responsabilité d'obtenir, par ses propres moyens et à ses frais, toutes les données pertinentes concernant les valeurs du niveau d'eau à utiliser pour les travaux.

## **1.9 MATÉRIELS FLOTTANTS**

- .1 L'Entrepreneur devra fournir et entretenir tout son équipement de dragage pour draguer, charger, transporter et disposer de tout le volume des matériaux mentionné au devis, en tenant compte du foisonnement des matériaux et de l'excédent des matériaux dragués s'il y avait lieu.

- .2 Tout l'équipement nécessaire à l'exécution du contrat de dragage doit et devra être en tout temps à la satisfaction du Représentant du ministère.
- .3 L'Entrepreneur doit obligatoirement utiliser, dans le cadre du présent marché, des chalands ou des barges dont les caractéristiques empêcheront la fuite des matériaux dragués durant les opérations de chargement ou de remorquage.

#### **1.10 INSPECTION DES LIEUX**

- .1 Avant de présenter sa soumission, il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de se rendre à l'endroit des travaux et obtenir tous les renseignements nécessaires concernant la nature et la portée des travaux ainsi que l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution des dits travaux.
- .2 Par le fait même du dépôt de sa soumission, l'Entrepreneur reconnaît s'être assuré de la nature et de la situation géographique des travaux, des conditions générales et locales, particulièrement des conditions météorologiques ou climatiques, de l'agitation du plan d'eau, des niveaux des marées, des conditions physiques propres à l'emplacement des travaux, de la nature du sol et des fonds marins, de la nature des matériaux à draguer, et de toute autre circonstance susceptible d'avoir une incidence sur les conditions d'exécution du contrat et sur la valeur des travaux. L'ignorance des conditions locales ne constituera en aucun temps une raison valable pour réclamer un montant d'argent supplémentaire.

#### **1.11 RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'EMPLACEMENT**

- .1 Prendre les moyens nécessaires pour bien connaître les difficultés que peuvent occasionner des conditions météorologiques et maritimes défavorables dans cette région.
- .2 Les annexes 1 à 4 fournissent des renseignements généraux sur les sites de dragage.
- .3 Les résultats des plus récents levés bathymétriques avant dragage et les gabarits de dragage approuvés pour l'année de référence seront fournis à l'Entrepreneur qui sera retenu pour l'exécution du contrat.
- .4 Des copies des études environnementales seront fournies à l'Entrepreneur qui sera retenu pour l'exécution du contrat.
- .5 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur d'effectuer des recherches sur les conditions historiques de températures et des vagues et évaluer les difficultés pouvant être rencontrées. Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les pertes de temps résultants des mauvaises conditions climatiques.
- .6 À titre indicatif, les matériaux à draguer sont principalement constitués de sable aux différents sites avec possibilité de gravier au site de l'Île d'Entrée.



- .7 Les prédictions quotidiennes des marées peuvent être obtenues en consultant le site WEB suivant : [www.waterlevels.gc.ca](http://www.waterlevels.gc.ca).

#### **1.12 LEVÉ BATHYMÉTRIQUE ET ACCEPTATION DES TRAVAUX**

- .1 Des relevés bathymétriques seront exécutés par le Ministère avant le début des travaux de dragage pour chacune des phases, afin de localiser le plus précisément possible les matériaux à draguer et pour en déterminer leur volume.
- .2 Le sondage avant dragage sera effectué à l'intérieur d'une période de trois (3) semaines avant le début des travaux. Aucune réclamation de quantités supplémentaires ne sera acceptée pendant la durée du contrat (soit après l'acceptation des sondages avant dragage).
- .3 Lors des levés bathymétriques, un représentant qualifié de l'Entrepreneur devra être présent avec l'équipe de sondages du Ministère, afin que les levés soient officiellement acceptés par les deux parties.
- .4 Le Représentant du ministère fournira à l'Entrepreneur, en format numérique ASCII (voir l'annexe 7), les données de base nécessaires aux travaux (relevés bathymétriques avant et après dragage); ces fichiers numériques seront transmis par courriel à l'Entrepreneur.
- .5 L'Entrepreneur présentera une demande officielle, au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance, afin que les sondages après dragage soient exécutés à l'achèvement des travaux.
- .6 À la fin des travaux, le Ministère effectuera si nécessaire deux (2) levés bathymétriques soit un sondage de vérification et un sondage final après dragage. Tous levés supplémentaires et le temps d'attente seront facturés à l'Entrepreneur sur une base horaire selon les modalités suivantes :
- .1 Taux horaire de 250.\$/heure.
- .2 Sera considéré comme du temps d'attente toute période excédant vingt-quatre (24) heures entre la fin du sondage de vérification et le début du sondage final après dragage.
- .3 Le temps d'attente sera comptabilisé par le Représentant du ministère sur le site à raison de huit (8) heures par jour, soit de 08h00 heures à 16h00 heures. Si des levés sont requis par l'Entrepreneur à l'extérieur de cette période, ils lui seront facturés.
- .7 Après les travaux de dragage et avant le levé bathymétrique après le dragage, niveler, à la satisfaction du Représentant du ministère, la zone draguée afin de s'assurer que le niveau de profondeur voulu a été atteint.
- .8 Dans tous les cas, les levés bathymétriques seront réalisés en période de clarté. À cette fin, l'embarcation utilisée pour effectuer les relevés bathymétrique devra être à quai au coucher du soleil.
- .9 La réalisation des levés bathymétriques est dépendante des conditions climatiques.

- .10 Le Ministère n'effectuera aucun levé avant ou après dragage en présence de glace. Il n'y aura aucun paiement additionnel pour les délais occasionnés par de telles conditions ou situations.
- .11 Si, à la suite des relevés de vérification ou des suivants, il restait des matériaux au-dessus du niveau de dragage prescrit, l'Entrepreneur sera tenu de retourner sur les lieux pour compléter les travaux à la satisfaction du Représentant du ministère.
- .12 Équipement de levés bathymétriques :
  - .1 Système de positionnement :
    - .1 Système de positionnement par satellite (DGPS).
    - .2 Équipement : Trimble 5700 ou équivalent.
  - .2 Système de sondage :
    - .1 Système à deux (2) ou plusieurs transducteurs.
    - .2 Précision verticale :  $\pm 0.1$  mètre.
    - .3 Fréquence : 200 kHz.
  - .3 Mode de collecte :
    - .1 Profondeurs instantanées.
  - .4 Représentation des profondeurs :
    - .1 Sous forme matricielle.
    - .2 Dimension des cellules de la matrice :  
2.0 m x 2.0 m (1 :500) ou 4.0 m x 4.0 m (1 :1000).
    - .3 Mise en plan : moindre des profondeurs des cellules.
  - .5 Acceptation des travaux :
    - .1 À partir des profondeurs instantanées, un fichier ASCII ou un plan papier sera remis à l'Entrepreneur montrant les endroits où les profondeurs n'ont pas été atteintes.
  - .6 Calcul des volumes :
    - .1 À partir d'un modèle numérique de terrain qui sera généré à l'aide de toutes les profondeurs instantanées.
- .13 Pour l'acceptation des travaux : un nettoyage général des lieux concernés par les travaux devra être fait et l'emplacement laissé à la satisfaction du Représentant du ministère.

### 1.13 SYSTÈME D'UNITÉS

- .1 Les valeurs relatives aux relevés bathymétriques, aux niveaux d'eau, aux distances, surfaces et volumes, aux élévations de repères verticaux (selon le niveau de référence ZC), etc., mentionnées dans le présent devis, et celles qui le seront durant l'exécution des travaux sont et seront exprimées dans le Système International d'unités (SI).

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 MATÉRIEL DE DRAGAGE**

- .1 Les travaux devront être exécutés avec une drague à benne preneuse et/ou une pelle hydraulique et/ou par équipement de pompage et avec des chalands à fond ouvrant.
- .2 La drague ou les équipements de l'Entrepreneur doivent, de par leurs dimensions, leurs caractéristiques et leurs tirants d'eau, se prêter à l'exécution des travaux.

## **Partie 3 Exécution**

### **3.1 GÉNÉRALITÉS**

- .1 Avant d'exécuter les travaux, l'Entrepreneur devra avoir reçu du Représentant du ministère l'approbation écrite de ses échéanciers.
- .2 Draguer dans les limites et aux niveaux de profondeur requis ou jusqu'au roc les secteurs indiqués aux plans et gabarits de dragage.
- .3 Durant les travaux, couvrir la totalité de l'aire au-dessus du niveau de dragage telle que montrée sur le plan.
- .4 L'Entrepreneur devra respecter le niveau de dragage, qui lui sera indiqué par le Représentant du ministère, afin de draguer le moins possible de matériaux sous ces niveaux. Tout dragage excédentaire sera sous l'entière responsabilité de l'Entrepreneur et exécuté à ses frais.
- .5 L'Entrepreneur devra draguer avec l'aide d'un système informatique capable d'afficher adéquatement, sur un moniteur, et la position de la drague, et les données bathymétriques pertinentes aux travaux (endroits et épaisseurs des matériaux à draguer) et le gabarit de dragage.
- .6 Les coordonnées des points pertinents pour déterminer les limites horizontales des secteurs à draguer seront fournies par le Représentant du ministère.
- .7 L'Entrepreneur aura la responsabilité d'assurer par ses propres moyens le positionnement spatial de la drague.
- .8 Le Représentant du ministère pourra vérifier, à sa convenance, l'exactitude du ou des système(s) de positionnement utilisé(s) par l'Entrepreneur.
- .9 Tous les points (X,Y), (X,Y,Z) et (lat, long) principaux, intermédiaires ou secondaires utilisés par l'Entrepreneur, déterminés par lui ou qui lui auront été fournis par le Représentant du ministère ou par quelqu'un d'autre, seront sous son entière responsabilité, tout particulièrement quant à ses risques et périls.

- .10 Démobilisation : l'Entrepreneur pourra démobiliser son équipement de dragage seulement après avoir reçu l'autorisation du Représentant du ministère. Celle-ci sera donnée à l'Entrepreneur après l'acceptation finale des travaux.
- .11 Bouées nécessaires au contrat : l'Entrepreneur devra fournir, mettre en place (mouiller) et entretenir, à ses propres frais, toutes les bouées/marqueurs requises pour exécuter adéquatement les travaux. Si, par hasard ou par accident, une ou plusieurs bouées/marqueurs calaient ou partaient à la dérive, elles devront être renflouées et/ou récupérées aux frais de l'Entrepreneur, à la satisfaction du Représentant du ministère. L'Entrepreneur sera responsable de tout accident, de quelque nature que ce soit, dû à la mauvaise disposition ou visibilité des bouées/marqueurs, durant le jour ou à leur mauvais éclairage durant la nuit, ou pour toute autre raison.
- .12 Bouées de navigation : l'Entrepreneur ne devra pas, en aucun moment, enlever ou déplacer les bouées de navigation principales. Tout déplacement justifié d'une ou plusieurs bouées devra être fait par le Ministère des Pêches et Océans Canada; les demandes pour ce service devront être faites au Représentant du ministère au moins cinq (5) jours ouvrables à l'avance. Le Représentant du ministère se réserve le droit d'évaluer le bien-fondé de toute demande de l'Entrepreneur à ce sujet.
- .13 Maintenir fonctionnels tous les signaux et feux, obligatoirement installés sur l'équipement nécessaire aux travaux, selon les « Règles sur les abordages » et le « Règlement sur la sécurité de la navigation », sur le fleuve St-Laurent. Tout l'équipement nécessaire aux travaux, devront être ainsi convenablement identifiés et/ou visibles en tout temps.
- .14 Sous réserve d'obtenir l'autorisation du Représentant du ministère, aucun dépôt de matériaux dragués ne sera permis ailleurs qu'au site d'immersion désigné par le Représentant du ministère. L'Entrepreneur devra posséder les équipements nécessaires afin de respecter le positionnement demandé pour l'immersion des matériaux provenant du dragage.
- .15 L'Entrepreneur devra compléter des rapports journaliers sur ces activités. Les formulaires seront fournis par le Représentant du ministère avant le début des travaux.
- .16 Exécuter les travaux de façon à ce qu'il ne survienne aucun dommage aux engins de pêche et minimiser l'interférence avec les opérations de pêches, dans la conduite des opérations à l'intérieur des aires identifiées.
- .17 L'Entrepreneur pourrait être tenu responsable pour les dommages aux engins de pêche à l'intérieur des aires balisées s'ils résultent des activités de dragage et si des dommages surviennent. Assumer la responsabilité pour le remplacement des coûts de réparations et des coûts de perte d'opportunité de pêche.
- .18 Pendant l'exécution du contrat, tout l'équipement doit être maintenu en bon état de marche, de même qu'être réparé convenablement en tout temps. Tous les équipements utilisés doivent être capables de tenir la mer et être en bonne condition.

- .19 Si, durant l'exécution des travaux, l'équipement fourni n'est pas, selon le jugement du Représentant du ministère, apte et suffisant pour exécuter le travail d'une façon convenable ou que l'Entrepreneur accuse un retard dans l'échéancier des travaux, l'Entrepreneur devra, dans les quinze (15) jours qui suivront la réception d'un avis écrit du Représentant du ministère à cet effet, fournir tout autre équipement qui devra être préalablement approuvé par le Représentant du ministère.
- .20 Mettre en place et garder en bon état des marégraphes ou des indicateurs de niveau d'eau afin de pouvoir déterminer la profondeur appropriée des travaux de dragage. Placer les marégraphes ou les indicateurs de niveau d'eau de manière qu'ils soient bien visibles.
- .21 Enlever les amoncellements de matériaux résultant des travaux, sans frais supplémentaires pour la Couronne.
- .22 Enlever les matériaux déposés dans la zone voisine des travaux et les évacuer comme les matériaux dragués. À moins que le Représentant du ministère ne l'ait autorisé, il n'est pas permis de déposer des matériaux dans le voisinage des travaux.
- .23 Avertir le Représentant du ministère dès qu'on trouve un objet, incluant des blocs de pierre de 1.5 m<sup>3</sup> ou plus ou le roc massif, pouvant être classé comme un débris ou encombrement. Contourner l'objet après en avoir clairement indiqué l'emplacement à l'aide de bouées fabriquées avant le début des travaux, informer le Représentant du ministère des coordonnées MTM puis poursuivre les travaux.
- .24 Prévoir l'ancrage de l'équipement de dragage et en assumer les coûts.
- .25 Prendre les précautions nécessaires pour protéger les ouvrages existants situés dans le voisinage des travaux. Le cas échéant, tout dommage causé à ces ouvrages sera réparé aux frais de l'Entrepreneur.
- .26 À moins que le Représentant du ministère ne l'ait autorisé par écrit, il est interdit de draguer à une distance de moins de 2.0 mètres d'un ouvrage existant. L'intersection entre le talus latéral et la ligne de fond originale doit se trouver à 2.0 mètres de l'ouvrage. À moins d'une indication contraire sur les plans, le talus latéral doit s'écarter de l'ouvrage avec une pente de un à la verticale et trois à l'horizontale, ces distances étant mesurées perpendiculairement à la face de l'ouvrage.
- .27 L'Entrepreneur doit prendre en considération qu'il peut y avoir plus d'un niveau de dragage à un site donné.
- .28 Certaines superficies à l'intérieur des superficies de dragage peuvent présenter des concentrations de produits chimiques qui empêchent soit le dragage, soit l'immersion des sédiments en mer. L'Entrepreneur ne devra pas intervenir à l'intérieur des limites définies comme « zones d'exclusion » sans l'approbation écrite du Ministère. Les zones d'exclusion sont montrées aux gabarits de dragage approuvés pour chacun des sites.

- .29 Les zones d'exclusion sont établies à partir de la caractérisation des matériaux faites sur une base régulière. Comme les zones d'exclusion peuvent varier d'une année à l'autre, l'Entrepreneur devra vérifier à chaque année les gabarits de dragage préalablement au début des travaux.

### **3.2 DÉBLAIS DE CLASSE A**

- .1 On ne s'attend pas à trouver des matériaux de classe A dans les secteurs à draguer. Advenant le cas contraire, l'Entrepreneur aura à enlever les matériaux de couverture (matériaux de classe B).
- .2 Si des matériaux de classe A étaient ainsi à draguer, le Représentant du ministère évaluera ces travaux supplémentaires; et à la demande de celui-ci, l'Entrepreneur devra fournir les équipements de dragage nécessaires et appropriés pour draguer, charger, transporter et disposer ces matériaux de classe A à la satisfaction du Représentant du ministère. Le coût de ces travaux supplémentaires au contrat (dragage de matériaux de classe A) devra être déterminé préalablement entre l'Entrepreneur et le Représentant du ministère.

### **3.3 ÉVACUATION DES MATÉRIAUX DRAGUÉS**

- .1 Une copie du permis approuvé par le Ministère d'Environnement Canada conformément aux dispositions de la partie VI de la Loi canadienne de protection de l'environnement sera remise à l'Entrepreneur. Les travaux devront être exécutés en accord avec les conditions de permis. À titre d'exemple, une copie des permis 2013 est jointe pour information seulement (annexe 5).
- .2 Évacuer les matériaux dragués dans les aires de déversement indiquées sur les plans de la manière approuvée par le Représentant du ministère et conformément aux exigences du Permis d'immersion en mer.
- .3 Délimiter l'aire de déversement au moyen de bouées-balises munies d'un feu de signalisation et d'un réflecteur-radar.
- .4 Les bouées délimitant l'aire de déversement devront être mouillées à l'intérieur d'un rayon de 15 mètres de la position théorique fournie par le Représentant du ministère.
- .5 Les déversements devront être faits avec un système de positionnement DGPS ayant une précision de  $\pm 5$  mètres ou mieux.
- .6 Éviter la surcharge des chalands, particulièrement en conditions difficiles.
- .7 Effectuer les rejets le plus rapidement possible au site d'immersion.
- .8 L'Entrepreneur devra fournir les détails de capacité (volumétrie) des équipements qui seront utilisés pour le transport des sédiments vers les sites d'immersion ou de disposition terrestre.

- .9 Dans le cas où les matériaux de dragage devront faire l'objet d'une disposition terrestre, le Ministère fournira l'ensemble des informations nécessaires à l'Entrepreneur (endroit, quantités, destinataire).
- .10 La distance maximale pour le calcul des coûts de disposition terrestre sera de 1.0 kilomètre.
- .11 Dans l'éventualité où, l'Entrepreneur désire procéder à la récupération des sédiments dans le but d'entreposer ces matériaux et de les revendre par la suite, l'Entrepreneur devra créditer la valeur des coûts d'évacuation terrestre associés à cette action. À titre d'exemple, le coût d'évacuation terrestre (poste 3B) pour des matériaux récupérés à la demande de l'Entrepreneur sera de 0.00\$ pour le Ministère dans le cas où l'Entrepreneur compte entreposer et revendre les matériaux provenant du dragage.
- .12 L'Entrepreneur devra s'assurer de la position exacte du site d'immersion mentionné au permis d'immersion émis par Environnement Canada et positionner les déversements avec les équipements permettant une précision adéquate.

#### **3.4 REPRISE DES TRAVAUX DE DRAGAGE**

- .1 Reprendre, à la satisfaction du Représentant du ministère, le dragage des zones ne répondant pas aux exigences.

#### **3.5 AIDE ET COOPÉRATION APPORTÉES AU REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL**

- .1 Coopérer avec le Représentant du ministère lors de l'inspection des travaux et lui apporter toute l'aide demandée.
- .2 L'Entrepreneur aura à fournir le transport maritime nécessaire et satisfaisant, au Représentant du ministère ou son représentant, à partir d'un débarcadère local jusqu'à la drague, pour permettre des visites de chantier ou pour tout autre raison que le Représentant du ministère trouvera à propos.
- .3 L'Entrepreneur devra s'engager également à fournir les facilités de débarcadère, de même qu'à obtenir à ses propres frais les espaces sécuritaires nécessaires (terrestres et maritimes s'il y avait lieu) pour ses équipements durant toute la période d'exécution des travaux.

#### **3.6 HORAIRE DE TRAVAIL**

- .1 Durant la période précédant le premier samedi de mai, l'Entrepreneur devra être vigilant pour juger les moments les plus appropriés pour instaurer un horaire de travail jour et nuit, dans le but de s'assurer de réaliser le dragage des accès sécuritaires pour la date exigée. Durant cette même période, le Représentant du ministère pourra exiger de l'Entrepreneur qu'il travaille jour et nuit. À cet effet, l'Entrepreneur devra, dans les 24 heures qui suivront la réception d'un avis écrit du Représentant du ministère, draguer sur des quarts de travail qui permettront d'avoir une production quotidienne continue.

**3.7 DRAGAGE DES ACCÈS SÉCURITAIRES**

- .1 L'accès sécuritaire aux havres sera assuré en effectuant un dragage préliminaire à tous les havres. Ce dragage devra être complété avant le premier samedi du mois de mai, et ce, pour chacune des années d'exercice du contrat.
- .2 Le dragage complet du havre pourra être effectué en même temps que le dragage préliminaire en autant que celui-ci n'entraîne pas de retard pour la livraison de l'accès sécuritaire aux autres havres.
- .3 Le dragage des accès sécuritaires devra être réalisé en tenant compte des paramètres suivants :

<u>Sites</u>	<u>Niveau de dragage</u> <u>Minimum (mètre)</u>	<u>Largeur maximum du</u> <u>chenal d'accès (mètre)</u>
Île-d'Entrée	2.9	15
Pointe-Basse	2.8	20
Millerand	2.4	25
Grosse-Île	2.6	15

- .4 L'Entrepreneur devra prévoir le balisage des accès sécuritaires selon les modalités de l'article 3.1.12 de la présente section.

**FIN DE LA SECTION**



ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

# **A N N E X E 1**

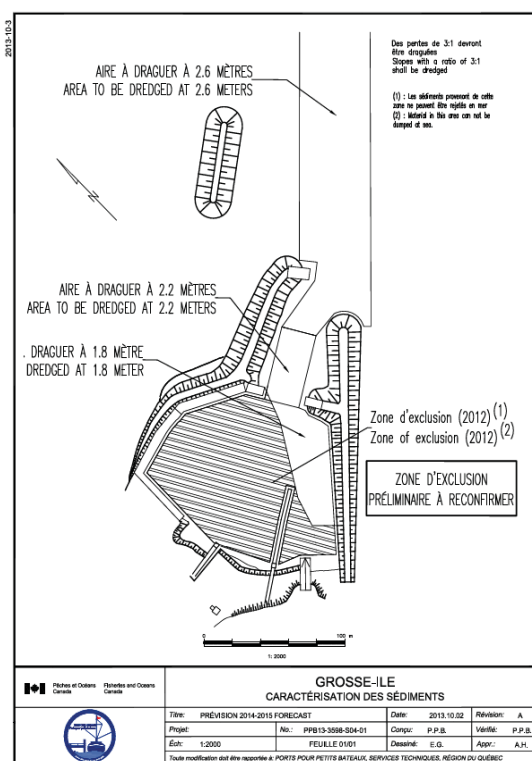
ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

### DEVIS

#### GROSSE-ÎLE, comté de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :

- Volume approximatif m<sup>3</sup> mp : 3,500
- Distance au lieu d'immersion en km : 1.5
- Période de restriction environnementale (2014) : 1<sup>er</sup> juillet au 31 août (immersion)
- Permis d'immersion en mer ( \* voir permis ) : Requis (fourni par le Ministère)
- Période de dragage autorisée ( \* voir permis ) : Voir Annexe 4
- Lieu d'immersion NAD 1983 ( \* voir permis ) : Lat : 47.63083° N  
Long : 61.49333° O
- \* Un permis d'immersion en mer est émis chaque année; les données qui y sont inscrites sont celles à utiliser.



PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 1

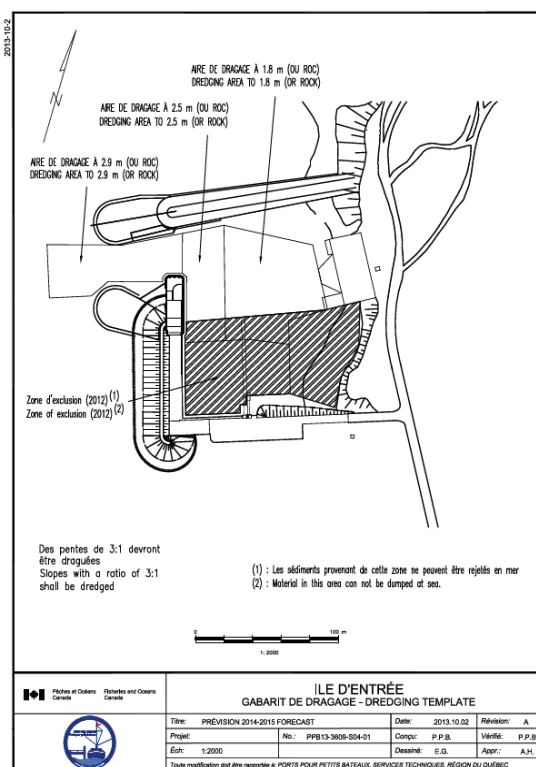
ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

### DEVIS

#### ÎLE-D'ENTRÉE, comté de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :

- Volume approximatif m<sup>3</sup> mp : 1,500
- Distance au lieu d'immersion en km : 3.2
- Période de restriction environnementale (2014) : Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août (immersion)
- Permis d'immersion en mer ( \* voir permis ) : Requis (fourni par le Ministère)
- Période de dragage autorisée ( \* voir permis ) : Voir Annexe 4
- Lieu d'immersion NAD 1983 ( \* voir permis ) : Lat : 47.28650° N  
Long : 61.76000° O
- \* Un permis d'immersion en mer est émis chaque année; les données qui y sont inscrites sont celles à utiliser.



PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 1

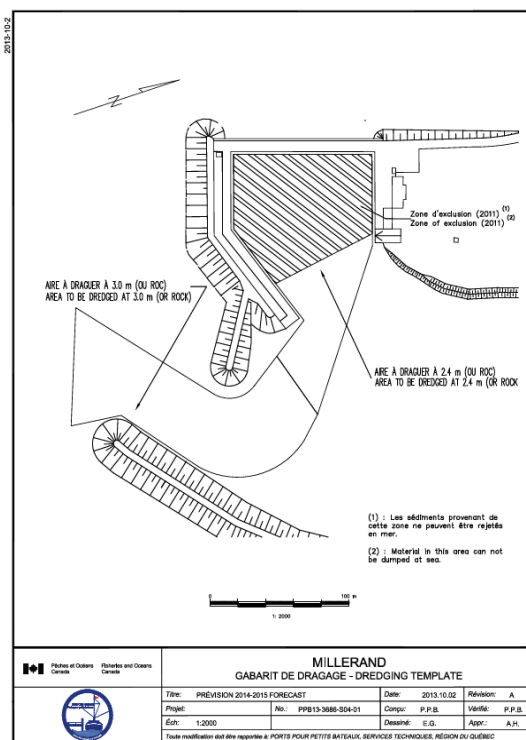
ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

### DEVIS

#### **MILLERAND, comté de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :**

- Volume approximatif m<sup>3</sup> mp : 7,500
- Distance au lieu d'immersion en km : 2.4
- Période de restriction environnementale (2012) : Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre (immersion)
- Permis d'immersion en mer ( \* voir permis ) : Requis (fourni par le Ministère)
- Période de dragage autorisée ( \* voir permis ) : Voir Annexe 4
- Lieu d'immersion NAD 1983 ( \* voir permis ) : Lat : 47.19667° N  
Long : 61.97667° O
- \* Un permis d'immersion en mer est émis chaque année; les données qui y sont inscrites sont celles à utiliser.



PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 1

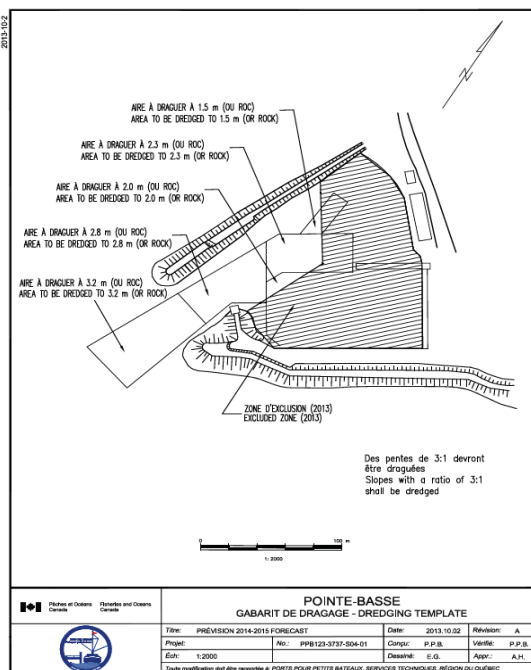
ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

### DEVIS

#### POINTE-BASSE, comté de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine :

- Volume approximatif m<sup>3</sup> mp : 7,500
- Distance au lieu d'immersion en km : 2.6
- Période de restriction environnementale (2012) : Du 5 mai au 10 juin (totale)  
Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août (immersion)
- Permis d'immersion en mer ( \* voir permis ) : Requis (fourni par le Ministère)
- Période de dragage autorisée ( \* voir permis ) : Voir Annexe 4
- Lieu d'immersion NAD 1983 ( \* voir permis ) : Lat : 47.366430° N  
Long : 61.799630° O
- \* Un permis d'immersion en mer est émis chaque année; les données qui y sont inscrites sont celles à utiliser.



FIN DE LA SECTION

ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

## **A N N E X E 2**

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 2

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

**DEVIS**

DISTANCES MAXIMALES ENTRE LES SITES (kilomètre)				
Île-d'Entrée				
15	Pointe-Basse			
27	42	Millerand		
65	61	70	Grosse-Île	

**FIN DE LA SECTION**

ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

## **A N N E X E   3**



---

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 3

---

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

---

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

---

### DEVIS

#### ÉVACUATION, m<sup>3</sup> mp-km

#### Quantités approximatives de matériel à évacuer des sites de dragage

▪ Grosse-Île	:	3,500 m <sup>3</sup> mp x 1.5 km =	5,250 m <sup>3</sup> mp-km
▪ Île d'Entrée	:	1,500 m <sup>3</sup> mp x 3.2 km =	4,800 m <sup>3</sup> mp-km
▪ Millerand	:	7,500 m <sup>3</sup> mp x 2.4 km =	18,000 m <sup>3</sup> mp-km
▪ Pointe-Basse	:	7,500 m <sup>3</sup> mp x 2.6 km =	19,500 m <sup>3</sup> mp-km
		<hr/>	<hr/>
		20,000 m <sup>3</sup> mp	47,550 m <sup>3</sup> mp-km

**FIN DE LA SECTION**

ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

## **A N N E X E 4**

**PÊCHES ET OCÉANS CANADA – PORTS POUR PETITS BATEAUX – RÉGION DU QUÉBEC**  
**FISHERIES AND OCEANS – SMALL CRAFT HARBOUR – QUEBEC REGION - DREDGING PROGRAM FORECAST**  
**DRAGAGE À DIFFÉRENTS SITES - ÎLES-DE-LA-MADELEINE - DREDGING AT VARIOUS SITES**

**2014-2019**

ENDROIT LOCATION	MARS MARCH	AVRIL APRIL	MAI MAY	JUN JUNE	JUILLET JULY	AOÛT AUGUST	SEPTEMBRE SEPTEMBER	OCTOBRE OCTOBER	NOVEMBRE NOVEMBER
Grosse-Île	XXPP	PPPP	PPPP	PPPP	XXXX	XXXX	PPPP	PPPP	PPPP
Île-d'Entrée	XXPP	PPPP	PPPP	PPPP	XXXX	XXXX	PPPP	PPPP	PPPP
Millerand	XXPP	PPPP	PPPP	PPPP	XXXX	XXXX	XXXX	PPPP	PPPP
Pointe-Basse	XXPP	PPPP	XXXX	XXPP	XXXX	XXXX	PPPP	PPPP	PPPP

**Légende / Legend :**

**XXXX** : Périodes de restrictions environnementales; dragage et/ou immersion non autorisés / Environmental restrictive periods; dredging and/or sea disposal not authorized

**PPPP** : Périodes de dragage autorisées / Allowed dredging periods

Les dates officielles sont inscrites sur les permis émis par Environnement Canada / The official dates are listed on permits issued by Environment Canada.

**FIN DE LA SECTION**

ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

## **A N N E X E 5**

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

## Annexe 5

### Exemple d'un permis d'immersion



Environnement Canada  
Environnement Canada

DIRECTION DES ACTIVITÉS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
105, rue McGill, 4<sup>e</sup> étage  
Montréal, Québec H2Y 2E7

Le 4 mars 2013

M. Stéphane Dumont  
Ingénieur régional – Direction Ports pour petits bateaux  
Pêches et Océans Canada  
104, rue Dalhousie  
Québec QC G1K 7Y7



Notre dossier : 4544-70/P6

**Objet : Permis d'immersion en mer n° 4543-2-04397  
Havre de Pointe-Basse, Îles-de-la-Madeleine**

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le permis mentionné en rubrique, lequel a été approuvé conformément aux dispositions de la partie 7, section 3, de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE, 1999)*. Ce permis a été publié au Registre de la LCPE le 19 février 2013 et entrera en vigueur le 5 mars 2013.

Veillez vous assurer de prendre connaissance de chacune des conditions du permis ci-joint, en particulier les clauses 3.1 et 3.2 spécifiant la durée des travaux. Afin de limiter les impacts sur l'environnement, nous recommandons également de vous assurer que l'équipement utilisé est en bon état de fonctionnement afin d'éviter toute fuite d'huile, de graisse ou d'hydrocarbures. Finalement, veuillez à respecter le patron de dispersion au site de dépôt ci-joint.

Nous vous invitons à communiquer avec nous pour toute information concernant ce permis.

Espérant le tout à votre satisfaction, nous vous prions d'accepter, Monsieur, nos meilleures salutations.

Vicki Da Silva-Casimiro  
Chargée de projets  
Programme sur l'immersion en mer  
Tél. : 514-283-4252  
Fax : 514-496-6982  
Courriel : [vicki.dasilva-casimiro@ec.gc.ca](mailto:vicki.dasilva-casimiro@ec.gc.ca)

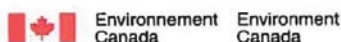
- p.j. - Permis d'immersion en mer no 4543-2-04397  
- Patron de dispersion au site de dépôt PB-8b  
- Registre des opérations d'immersion en mer du ministère fédéral de l'environnement
- c.c. - Louis Blais, Inspections, Environnement Canada  
- Sophie Marmen, Direction évaluation environnementale et grands projets, Pêches et Océans Canada  
- Richard Jones, Protection des eaux navigables, Transport Canada

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.



#### Ministère de l'Environnement

Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

Avis est par les présentes donné, conformément à l'article 127 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, que le permis d'immersion en mer n° 4543-2-04397, autorisant le chargement pour immersion et l'immersion de déchets ou d'autres matières en mer, est approuvé.

1. *Titulaire* : Ministère des Pêches et des Océans (Québec).

2. *Déchets ou autres matières à immerger* : Déblais de dragage.

2.1. *Nature des déchets ou autres matières* : Déblais de dragage composés de gravier, de sable, de limon, d'argile ou de colloïdes.

3. *Durée du permis* : Le permis est valide du 5 mars au 31 décembre 2013.

3.1. Les activités de chargement doivent être effectuées entre le 5 mars et le 4 mai 2013 et entre le 11 juin et le 31 décembre 2013. Le titulaire pourra modifier la durée des périodes de restriction avec l'approbation écrite du ministère de l'Environnement.

3.2. Les activités d'immersion doivent être effectuées entre le 5 mars et le 4 mai 2013, entre le 11 juin et le 30 juin 2013, et entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 décembre 2013. Le titulaire pourra modifier la durée des périodes de restriction avec l'approbation écrite du ministère de l'Environnement.

4. *Lieu(x) de chargement* : Havre de Pointe-Basse (Québec), 47.38933°N., 61.79083°O. (NAD83), à l'exception de la zone d'exclusion, telle que décrite à la figure 1 du rapport d'évaluation des effets environnementaux intitulé « Dragage d'entretien et immersion en mer, Havre de pêche de Pointe-Basse, Îles-de-la-Madeleine » (février 2013), du ministère des Pêches et des Océans, et approuvé par le ministère de l'Environnement, présenté à l'appui de la demande de permis.

5. *Lieu(x) d'immersion* : PB-8b, 47.36750°N., 61.79583°O. (NAD83). Le lieu d'immersion est situé à environ 2,5 km au sud du lieu de chargement.

6. *Méthode de chargement* : Le dragage se fera à l'aide d'une drague à benne à demi-coquille ou d'une pelle hydraulique.

7. *Parcours à suivre et mode de transport* : Voie navigable la plus directe entre le lieu de chargement et le lieu d'immersion à l'aide de chalands remorqués.

Canada

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

8. *Méthode d'immersion* : L'immersion se fera à l'aide de chalands à fond ouvrant et le nivelage du fond marin au moyen d'une poutre d'acier, d'une lame racleuse ou d'une pelle hydraulique.

9. *Quantité totale à immerger* : Ne pas excéder 14 000 mètres cubes, chaland.

10. *Droits* : Le titulaire doit payer le droit prescrit en vertu du *Règlement sur les prix à payer pour les permis d'immersion en mer*.

11. *Inspection* : En acceptant ce permis, le titulaire et ses entrepreneurs acceptent d'être assujettis à des inspections conformément à la partie 10 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*.

11.1. Le titulaire doit s'assurer que les registres de toutes les activités de chargement et d'immersion sont gardés sur les lieux pendant toute la durée du permis et qu'ils seront disponibles aux fins d'inspection par tout agent d'application de la loi ou tout analyste, pendant deux ans suivant l'expiration du permis.

12. *Entrepreneurs* : Personne ne doit effectuer le chargement ou l'immersion en mer désignés aux termes du présent permis sans l'autorisation écrite du titulaire.

12.1. Le titulaire doit s'assurer que toutes les personnes qui prennent part aux opérations de chargement, de transport ou d'immersion pour lesquelles le permis a été accordé respectent les conditions mentionnées dans le permis.

13. *Rapports et avis* : Le titulaire doit fournir les renseignements suivants au moins 48 heures avant le début des activités de chargement et d'immersion : le nom ou le numéro d'identification du navire, de la plate-forme ou de l'ouvrage duquel le chargement ou l'immersion sont effectués, le nom de l'entrepreneur, y compris les coordonnées des personnes-ressources de l'entreprise et de celles qui se trouvent sur les lieux ainsi que la période prévue des activités de chargement et d'immersion. Les renseignements susmentionnés doivent être acheminés au directeur régional, Direction des activités de protection de l'environnement, ministère de l'Environnement, région du Québec, 105, rue McGill, 4<sup>e</sup> étage, Montréal (QC) H2Y 2E7, 514-496-6982 (télécopieur), [immersion.dpe@ec.gc.ca](mailto:immersion.dpe@ec.gc.ca) (courriel).

13.1. Le titulaire doit compléter le *Registre des opérations d'immersion en mer* fourni par le ministère de l'Environnement. Ce registre doit être gardé en tout temps à bord du navire chargé de l'immersion et être accessible aux agents de l'autorité désignés en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*.



PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

13.2. Le titulaire doit consigner par écrit l'heure de chaque départ du bateau vers le site d'immersion et communiquer une (1) fois par jour avec la station de la Garde côtière canadienne pour transmettre l'ensemble des heures de départ consignées. Le titulaire devra consigner cette communication au registre dont il est fait mention au paragraphe précédent.

13.3. Le titulaire doit présenter un rapport écrit au ministre, représenté par le directeur régional dont les coordonnées figurent au paragraphe 13, dans les 30 jours suivant l'expiration du permis. Ce rapport doit contenir les renseignements suivants : une liste de tous les travaux effectués visés par le permis, y compris les noms des lieux de chargement et d'immersion utilisés, la quantité de matières immergées au(x) lieu(x) d'immersion, les dates auxquelles les activités d'immersion ont eu lieu ainsi que le *Registre des opérations d'immersion en mer*.

13.4. Une copie de ce permis, des documents et des dessins visés par le présent permis doit être conservée en tout temps au lieu de chargement ainsi que sur tout navire participant directement aux opérations de chargement et d'immersion.

*Le directeur régional  
Direction des activités de protection de l'environnement  
Région du Québec  
Jean-Pierre Des Rosiers*

Au nom du ministre de l'Environnement



PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 5

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.



Quatre positions géographiques devront être utilisées en alternance pour l'immersion des déblais de dragage, autorisé sous le permis d'immersion # 4543-2-04365 :

- 1) PB-8b (sud), 47°22,05' N., 61°47,75' O. (NAD83).
- 2) PB-8b (est) : 47°22,10' N et 61°47,68' O(NAD83).
- 3) PB-8b (ouest) : 47°22,10' N et 61°47,82' O(NAD83).
- 4) PB-8b (nord) : 47°22,15' N et 61°47,75' O(NAD83).

Il est important de noter qu'aucun dépôt ne devra être effectué au centre du site, à l'ancienne coordonnée géographique que l'on retrouvait sur les permis d'immersion précédents. Aucun dépôt n'est autorisé aux coordonnées suivantes :

- 1) Centre du site : 47°22,10' N et 61°47,75' O (NAD83).

**FIN DE LA SECTION**

ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

## **A N N E X E 6**



ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

## **A N N E X E 7**

---

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 7

---

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

---

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

---

## **Annexe 7**

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

### **FORMAT DES FICHIERS NUMÉRIQUES :**

- Coordonnées Est(mètre)<espace>Coordonnée Nord(mètre)<espace>Profondeur(mètre)

288183.24 5237654.78 3.79

288181.90 5237652.29 3.80

288183.81 5237652.86 3.67

N.B. : La profondeur est positive sous le zéro des cartes.

**FIN DE LA SECTION**

ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DRAGAGE A DIFFERENTS SITES

Numéro de projet : F3731-130168

---

## **A N N E X E 8**

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

### Annexe 8 Exemple de fiche de suivi environnemental

MESURES D'ATTÉNUATION		OUI	NON	SI NON, RAISON(S)
<b>A</b>	<b>Utilisation de la machinerie</b>			
1	Utiliser des équipements et des véhicules en bon état de fonctionnement selon la réglementation en vigueur.			
2	Limiter les déplacements maritime et terrestre et fermer le moteur de la machinerie inactive.			
3	Procéder à l'inspection et l'entretien des engins et de leurs systèmes d'échappement afin qu'ils soient en bon état.			
4	Éviter tout mouvement brusque de la machinerie lors des travaux en milieu aquatique.			
5	Arrêter les travaux lors de conditions climatiques extrêmes.			
6	Si la turbidité de l'eau à l'intérieur du havre devenait importante, l'Entrepreneur devra réduire la vitesse de dragage.			
7	Respecter un horaire de travail normal, soit de 7h à 19h du lundi au vendredi et de 8h à 17h le samedi.			
8	Maintenir en tout temps un accès au havre et assurer la sécurité des travailleurs et du public en balisant les sites des travaux et en utilisant des barrières de protection et une signalisation adéquate.			
9	Émettre un avis dans les médias locaux et auprès de l'administration portuaire locale pour informer le public de la période d'exécution et de la zone des travaux.			
10	L'équipement en contact avec l'eau doit utiliser une huile végétale.			
11	Les aires de stationnement, de lavage et d'entretien de la machinerie ainsi que d'entreposage des équipements sont situés à plus de 30 mètres d'un cours d'eau.			
12	Nettoyer la zone de travaux et d'entreposage temporaire de façon adéquate et régulière.			
13	Procéder le plus rapidement possible à la remise en état des lieux après les travaux.			
<b>B</b>	<b>Dragage</b>			
1	Respecter les limites du gabarit de dragage.			
2	Éviter tout dragage pendant les périodes de restriction affichées sur le permis et dans les études environnementales.			
3	Utiliser de l'huile végétale pour la machinerie travaillant en contact avec l'eau.			
<b>C</b>	<b>Transport maritime</b>			
1	Utiliser un chaland limitant les pertes de sédiment.			
<b>D</b>	<b>Rejet en eau libre</b>			
1	Immobiliser le chaland avant d'effectuer le largage des sédiments.			

PECHES ET OCEANS  
PORTS POUR PETITS BATEAUX  
REGION DU QUEBEC

ANNEXE 8

ÎLES-DE-LA-MADELEINE (QUEBEC)  
DRAGAGE A DIFFERENTS SITES (Équipement flottant)  
PROJET NO : F3731-130168

La présente annexe fait partie intégrante des documents contractuels.

### Annexe 8 (suite) Exemple de fiche de suivi environnemental

E Défaillances et accidents				
1	Posséder un plan d'urgence et veiller à son application immédiate en cas d'un déversement accidentel et contacter les organismes suivants sans délais : Environnement Canada 1-866-283-2333, Urgence-Environnement du Québec 1-866-694-5454 et la Garde côtière canadienne 1-800-363-4735.			
2	S'assurer de la tenue d'une réunion avec le personnel de chantier afin de l'informer des exigences contractuelles en matière d'environnement et de sécurité, incluant les composantes du plan d'urgence.			
3	Prévoir des trousse de récupération (boudins et matériaux absorbants oléophiles et hydrofuges, polyéthylènes, sac étanches, contenants étanches, pelles, gants, obturateurs de fuites, etc.) en permanence sur le site pour les produits pétroliers et les déchets et des matières absorbantes en cas de déversement.			
4	Ne pas manipuler ni stocker d'hydrocarbures et de produits dangereux à moins de 30 mètres de la rive.			
5	Identifier et utiliser un site d'entreposage temporaire et isolé pour les équipements et matériaux. Il devra être situé à une distance minimale de 30 mètres du fleuve ou de tout point d'eau.			
6	En cas de déversement en milieu aquatique, les eaux contaminées seront confinées et récupérées par une firme spécialisée et acheminées vers un centre de traitement autorisé par le MDDEFP.			
F	Commentaires : Observations sur le terrain, présence de la faune, mauvaise gestion des déchets, présence d'huiles usées, fuites sur la machinerie, travaux réalisés non pris en compte dans l'évaluation environnementale, tout détail n'étant pas mentionné dans les mesures d'atténuation, etc.			
G GESTION (NOMBRE ET ANNOTATION NUMÉRIQUE) DES PHOTOGRAPHIES POUR CHACUN DES SITES				
	01		07	
	02		08	
	03		09	
	04		10	
	05		11	
	06		12	
H RÉALISATION DE LA SURVEILLANCE				
1	Préparé par :			
2	Date :			
3	Organisme :			
4	Téléphone et courriel :			

FIN DE LA SECTION